



La Bataille des Flandres — Octobre 1914 – Avril 1915

Chapitre premier — La manœuvre du nord.

Ce que fut en réalité la course à la mer. – la situation à la 2^e et à la 10^e armées françaises – premières dispositions au nord de la Lys. – chute d'Anvers, 8 octobre. – entrée en ligne de l'armée britannique, ses opérations jusqu'au 15 octobre. – arrivée de l'armée belge sur l'Yser ; entrevue de Furnes, 16 octobre. – ce que sera la bataille des Flandres.

Après les événements, on a baptisé cette seconde partie de la guerre qui a suivi la bataille de la Marne : la course à la mer. Le mot était d'un joli effet, il donnerait à lui seul une idée fautive de la manœuvre qui était entreprise, il ne répond en rien à la pensée qui dirigeait les opérations militaires. C'est à l'ennemi que nous avons couru ; nous avons tenté de le déborder et d'envelopper son aile droite, ou, quand il prenait de l'avance, nous avons paré à son développement, car lui aussi cherchait par plus de vitesse à réussir une manœuvre analogue de débordement. De là résultait une course à l'aile, à l'aile nord des armées opposées. Il nous fallait en même temps l'arrêter et l'immobiliser sur le reste du front qui s'allongeait de plus en plus. C'est cette manœuvre symétrique qui a fait rapidement remonter cette aile, à une allure des plus accélérées, à travers l'Ile-de-France, la Picardie, l'Artois, la Flandre, jusqu'à la mer du Nord. La mer en fut ainsi le terme sans jamais en avoir été le but. Tout le long de la route parcourue, le débordement poursuivi par chacun des deux adversaires avait abouti à un combat de front contre front, sans résultat décisif. Et quand, devant la mer, l'espace fit défaut, pour avoir une décision, on chercha de part et d'autre à briser dans un suprême effort des dispositions encore hâtives et improvisées, ce fut la bataille d'Ypres.

C'est ainsi qu'après un mois de course, les masses alliées, qui avaient à la Marne brisé l'invasion ennemie, allaient de nouveau, sur les bords de l'Yser, en arrêter la marche, et, en sauvant les ports de la Manche, renforcer la coalition et consolider l'union franco-britannique. Si elles n'y renversaient pas l'armée allemande dans une victoire décisive, elles culbutaient tous ses projets en fermant la dernière porte par laquelle ils pouvaient s'exécuter.

J'avais donc, dès mon arrivée à Breteuil, à coordonner les opérations dans le Nord, en commençant par notre 2^e armée. Son chef, le général De Castelnau, m'exposa tout d'abord la situation de nos forces dans la région. Elles s'étendaient jusqu'au nord d'Arras, depuis Ribécourt sur l'Oise, où le 13^e corps, aile droite de la 2^e armée, avait été arrêté dans sa marche sur Noyon. Elles faisaient face à l'ennemi arrivé sur la ligne Lassigny, Roye, Chaulnes, Feuillères sur la Somme, Contal-Maison, Beaucourt. Plus au nord, le groupe de divisions territoriales du général Brugère, en retraite de la région de Bapaume, défendait les

abords de la route d'Amiens à Arras, et maintenait une liaison, des plus précaires il est vrai, avec la 10e armée, en voie de formation autour d'Arras. Depuis plusieurs jours, la 2e armée avait à livrer des combats très durs et que l'étendue des fronts à défendre avait rendus particulièrement difficiles. La 10e armée lui avait fait parvenir la veille des nouvelles alarmantes, qui faisaient redouter son enveloppement. Aussi le commandant de la 2e armée était-il amené, dans le compte rendu qu'il me faisait, à envisager l'éventualité du repliement d'une partie de ses forces, notamment de celles engagées au nord de la Somme, dans le but de les ramener au sud de cette rivière, sur la rive gauche.

Quelles que fussent les considérations pouvant expliquer une pareille détermination, les conséquences les plus graves allaient en résulter, me semblait-il, pour l'ensemble de la guerre. Elles en précipiteraient la marche dans un sens contraire à nos intérêts. C'était d'abord l'enveloppement par les armées françaises, entrepris par le général en chef, qui était arrêté dans son développement. C'était ensuite la porte ouverte à l'enveloppement par les allemands, à la gauche de notre 2e armée. C'était l'abandon de notre 10e armée à une fortune déjà sévère, qui pouvait lui devenir fatale.

En tout cas, si, en repliant la 2e armée, on l'établissait dans une situation plus forte, mieux protégée par la Somme, on compromettrait le sort des provinces du nord de la France, des ports de la Manche, des communications avec la Grande-Bretagne, comme avec la Belgique. Sans regarder plus loin, malgré les rigueurs du moment présent et la noirceur du tableau qui m'était fait à la 2e armée, il fallait à tout prix éviter de pareilles conséquences, se raidir contre les événements, et, en tout cas, ne pas prendre l'initiative d'un mouvement de repliement que l'action de l'ennemi n'imposait pas encore d'une façon absolue. Au lieu de le préparer, on pouvait s'y opposer en maintenant énergiquement les troupes en place, tandis que nous poursuivrions plus au nord, avec les troupes anglaises en cours de transport, et celles qu'envoyait journellement le général en chef français, le développement de la manœuvre décisive, appelée pour finir à soulager la 2e armée elle-même. C'est dans cet ordre d'idées que j'arrêtai la ligne de conduite à tenir à la 2e armée et que je lui demandai de se maintenir à tout prix sur les positions qu'elle occupait.

Les grandes guerres, surtout quand elles intéressent plusieurs nations alliées, comme les grandes batailles qu'elles comportent, ne peuvent en effet être envisagées au point de vue de chacun des groupes de forces qui y participent. Elles constituent un ensemble, un tout combiné d'actions solidaires, réparties certainement sur de grands espaces et de longues durées de temps, mais dont la concordance est indispensable à maintenir pour arriver à un résultat final avantageux. Que l'une de ces actions vienne à rester en souffrance, ou que l'un des groupes de forces soit particulièrement éprouvé, le commandement supérieur doit quand même et avant tout maintenir son plan d'ensemble, comme aussi relancer ou soutenir en même temps l'action défaillante, sans jamais admettre sa disparition, ni par là une modification ou un abandon de ce plan. Les épreuves, à un moment donné, d'un groupe de forces, même tel qu'une armée, seraient insuffisantes pour justifier une telle perturbation dans l'ensemble des opérations entreprises par les autres armées ou dans la sauvegarde des intérêts alliés. Une morale très saine se dégage alors pour le commandement à tous les degrés de la hiérarchie, à savoir que plus la situation de sa troupe est troublée et inquiétante, plus l'heure devient grave, plus le devoir lui incombe de pousser ou de maintenir à tout prix ses opérations propres dans le sens tracé au plan d'ensemble, sans se laisser impressionner par les brouillards ou les périls de sa situation particulière ; elle sera toujours rétablie par la réussite de l'ensemble. Il lui appartient par contre de trouver, dans son imagination et son esprit, les

moyens de faire durer sa troupe jusqu'à la fin de la crise. La victoire de la Marne avait à mes yeux pleinement justifié cette doctrine. Il n'y avait qu'à la reprendre.

Dès lors, il est entendu, dans la matinée du 5 octobre, avec le commandant de la 2e armée que, quelles que soient les difficultés du moment, ses troupes auront à maintenir, par tous les moyens de résistance à leur disposition, le front qu'elles tiennent actuellement.

Après lui avoir annoncé mon retour à Breteuil dans la soirée même de ce jour, je le quitte vers 7 heures pour me rendre au quartier général de la 10e armée, à Saint-Pol. J'atteins le général de Maud'huy qui la commande, vers 10 heures, à son poste de commandement d'Aubigny, non loin d'Arras, mais à cent kilomètres de Breteuil. Une fois de plus, en cours de route, il nous fallut remonter la sombre et épaisse colonne des populations reculant devant l'ennemi. Ici ce sont les nombreuses familles d'ouvriers des pays de mines de la région de Lens. Elles fuient en masses humaines compactes, à la différence des populations agricoles suivies généralement de leur bétail, comme de charrettes chargées de leur avoir, et que nous avons vues en Lorraine et en Champagne.

Le général De Maud'huy, quand je le trouve à Aubigny, est dans un parfait état moral. C'est un beau soldat en pleine bataille. Lancé avec une cavalerie nombreuse à la recherche de l'enveloppement de l'aile nord allemande, il se trouve attaqué par des corps d'armée en marche sur Arras, et, le 5 octobre, au moment où je le rejoins, il est repoussé jusqu'aux abords de la ville. Il a été en effet devancé par les corps d'armée ennemis, et c'est sous leurs violentes attaques qu'il lui faut au plus tôt réunir ses éléments encore dispersés de la Lys, de Merville et d'Armentières, jusqu'au sud d'Arras. En attendant et en poursuivant leur réunion, il lui faut les diriger dans une combinaison de résistances improvisées, comme aussi faire cesser des incertitudes sur l'attitude à tenir qui règnent encore chez plusieurs de leurs chefs.

J'arrive sur ces entrefaites, et, d'accord avec le général De Maud'huy, nous convenons ensemble des dispositions tendant : 1. à arrêter d'abord la marche de l'ennemi sur Arras ; 2. à maintenir ferme sur place les troupes de première ligne engagées ; 3. à réunir au plus tôt les autres en arrière, en mettant en même temps la main sur certains points d'une importance tactique particulière, tels que Notre-Dame-De-Lorette ; 4. Enfin à poursuivre l'offensive à notre aile gauche, en vue toujours de l'enveloppement recherché, avec le 21e corps d'armée, qui porterait sa 43e division d'Aubigny sur Carency et sa 13e de la Bassée sur Loos et Lens, tandis qu'une partie de la cavalerie relierait ces deux divisions et qu'une autre les couvrirait à l'est. Les troupes disponibles pour cela sont : le 10e corps d'armée, le corps provisoire (70e et 77e divisions), le 21e corps d'armée, la 45e division, le corps de cavalerie Conneau (1ere, 3e, 10e divisions de cavalerie) et le corps de cavalerie de Mitry (4e, 5e, 6e divisions de cavalerie).

Après avoir arrêté ces directives avec le général de Maud'huy, je reprends dans l'après-midi la route d'Amiens, et j'arrive le soir à Breteuil, où la 2e armée me rend compte que la journée s'est écoulée sans incident particulier. Dans ces conditions, je passe la soirée avec le général De Castelnau, et la nuit dans son voisinage à Breteuil. Nous nous séparons le lendemain matin 6 octobre, en arrêtant de tenir la même ligne de conduite que la veille. Il y aura à faire carrément tête à l'ennemi sur le front de la 2e armée, comme des divisions territoriales, tandis que nous pousserons une offensive débordante à l'extrémité nord de la 10e armée, où je me porte près du général De Maud'huy.

Rendu de nouveau à Aubigny dans cette matinée du 6, je constate que l'offensive prescrite au 21e corps d'armée en direction de Lens se développe lentement en présence de résistances

sérieuses. Malgré cela, nos cavaliers ont pris pied sur le plateau de Notre-Dame-De-Lorette ; ils y seront relevés le lendemain par les troupes du 21e corps d'armée, dont les deux divisions, bien soudées, ont jeté une avant-garde à Pont-à-Vendin.

La journée, au total, sans donner de résultats importants, a bien engagé les opérations à la 10e armée. Dans ces conditions, je rentre à mon quartier général que j'ai fait porter à Doullens, à moitié distance de Breteuil et d'Aubigny, lorsqu'au téléphone de Doullens, le chef d'état-major de la 2e armée me fait savoir qu'une attaque violente s'est produite sur le front de cette armée et qu'il est à désirer que je puisse me rendre dans la soirée même à Breteuil. En fait, le 4e corps, devant les attaques allemandes sur le plateau du Santerre, a cédé du terrain et perdu Parvilliers, Damery, Andechy, Le Quesnoy. Le général commandant la 2e armée a l'impression que sa ligne va crever quelque part. Dans ces conditions, je repars pour Breteuil.

Avec le commandant de cette armée je fais le compte des réserves dont il dispose par lui-même, des secours que la 6e armée met à sa disposition, et de ceux (deux divisions) que la cavalerie anglaise du général Allembly, en route pour les Flandres et de passage à Montdidier, peut lui fournir. Nous décidons ensemble qu'il n'y a qu'à utiliser les renforts s'ils sont nécessaires, mais qu'il n'y a rien à changer dans la conduite à tenir à la 2e armée : faire partout tête à l'ennemi pour l'arrêter dans ses offensives, et pour cela organiser défensivement et au plus tôt notre front, en enfonçant nos troupes en terre. En fait, cette journée du 6 octobre va être pour assez longtemps la dernière épreuve sérieuse de la 2e armée. Les affaires réglées de la sorte à Breteuil, je rentre immédiatement à mon quartier général de Doullens à une heure avancée de la nuit. J'avais fait, jusqu'à ce moment, depuis mon départ du 4 octobre au soir, c'est-à-dire en cinquante-sept heures, plus de huit cent cinquante kilomètres en voiture, pour courir de Châlons aux deux batailles de la 2e armée à la Somme et de la 10e armée à Arras.

Notre installation à Doullens ne manquait pas d'ailleurs d'une certaine simplicité, car la ville était déjà occupée, c'est-à-dire remplie par le quartier général du groupe de divisions territoriales du général Brugère, avec ses deux cents automobiles des plus confortables et ses personnalités de marque.

La bataille de la 10e armée se continue le 7 avec les mêmes caractères renouvelés de la journée du 6. Mais, pendant ce temps, d'autres opérations appellent mon attention dans un pays où l'ennemi multiplie ses pénétrations. Nous avons poussé notre cavalerie (deux divisions) jusqu'à la Lys qu'elle surveille ; mais, plus au nord, dans cette partie des Flandres qui s'étend jusqu'à la mer, l'ennemi pourrait tourner nos entreprises de l'Artois, atteindre les ports de la Manche, et nous séparer de l'armée belge encore réunie autour d'Anvers. Il faut bien, au plus tôt, nous assurer la possession de cette région. De là les instructions immédiatement données pour la mise en état de défense de la place de Dunkerque, la réalisation des inondations d'eau douce, la préparation des inondations d'eau de mer.

Plus au sud de la Lys, il y a la ville de Lille, place forte déclassée, mais centre de population et d'industrie particulièrement important. Elle a été abandonnée par nos troupes lors du repli de nos armées à la Marne. M'étant mis en communication par téléphone avec le préfet et ayant eu confirmation de cet abandon de la grande ville au milieu des patrouilles de l'ennemi, je décide, dans la soirée du 9, de la faire réoccuper, et en réalité nous y faisons entrer un détachement comprenant trois bataillons de territoriaux, une batterie, trois escadrons. Le 11, ils sont attaqués, ils résistent dans la citadelle. Nos efforts vont tendre à leur donner la main en portant jusque-là la manoeuvre enveloppante de nos armées.

L'armée britannique est en effet susceptible d'entrer en ligne. Elle arrive du front de l'Aisne. Dans l'esprit du commandant en chef, elle doit continuer la manœuvre débordante entreprise à l'aile nord de nos armées. Tandis que deux divisions de cavalerie arrivent par voie de terre, deux corps d'armée ont commencé de débarquer, dans la nuit du 5 au 6, aux environs d'Abbeville et d'Étaples. L'armée britannique doit être portée le plus tôt possible vers la gauche française, d'où elle reprendra la liaison avec les forces anglaises et belges opérant en Belgique. Pour couvrir ces débarquements, j'envoie de Dunkerque une brigade territoriale avec de l'artillerie. Elle s'installe sur la ligne du canal de Watten, Saint-Omer, Aire, gardant les débouchés de la forêt de Clairmarais.

En même temps je fais avancer une autre brigade territoriale de Dunkerque sur Poperinghe, pour me permettre de porter les débarquements de l'armée britannique à Béthune et à Saint-Pol. Le maréchal French, ayant établi son quartier général à Abbeville, vient me trouver à Doullens le 8 octobre. Je suis particulièrement heureux de le revoir, ce qui ne nous est pas arrivé depuis le commencement de la campagne. Nous nous connaissons de longue date, et le parfait accueil que j'ai rencontré auprès de lui à différentes reprises en France ou en Angleterre, dans les années antérieures, ne me laisse aucun doute sur la franchise de nos relations dans la guerre. Il m'annonce, entre autres nouvelles, la capitulation d'Anvers, et, comme il me demande ce que nous pourrions faire pour répondre à un pareil événement qui met la Belgique aux mains des allemands, je lui réponds que nous sommes encore bien loin d'avoir rejoint l'armée belge et d'avoir atteint avec nos troupes les côtes de la mer du Nord. Arriverons-nous à temps pour réaliser ce double résultat ? La seule réponse possible à faire en ce jour, c'est que tous nos efforts vont tendre à l'obtenir, si nous ne parvenons pas à envelopper d'abord l'aile nord de l'ennemi. Avec le maréchal se trouve mon vieil ami, depuis field-marschal, sir H. Wilson. En termes émus, je lui dis ma satisfaction de le revoir et ma conviction que si l'armée britannique a été si rapidement et si complètement engagée dans la guerre, c'est bien aux dispositions et aux préparatifs arrêtés par lui à l'état-major britannique que nous le devons. Il s'était déjà montré le patriote vigilant et le chef prévoyant que la suite de sa carrière allait révéler.

De mon côté, la confiance restait entière, la situation ne me semblait pas mauvaise. J'avais vu l'ennemi échouer en Lorraine, nous l'avions battu à la Marne. Il tentait de rétablir ses affaires dans le Nord, nous lui tenions tête. Le coup de foudre par lequel il comptait mettre la France hors de cause était victorieusement paré, le poids de la Russie dans la balance ne pourrait pas ne pas se faire bientôt sentir. Bien plus, après les résultats déjà obtenus à nos 2^e et 10^e armées, et avec l'entrée en action très prochaine de l'armée britannique, la possibilité reparaisait de l'extension de notre manœuvre par le nord, et j'écrivais le 10 octobre au général en chef :

Mon général,

Je crois notre situation très satisfaisante. Castelnau ne bouge pas. Ses territoriaux de même avec quelques incidents. Maud'huy attaque autour d'Arras avec des succès lents mais continus. Plus au nord, notre cavalerie vient d'être refoulée sur la ligne La Bassée, Béthune. Je n'y attache pas une grande importance parce que : aujourd'hui à midi nous aurons le 2^e corps d'armée anglais, à Béthune et Lillers, le corps de cavalerie anglais à Aire et à Guarbecque. Les débarquements anglais se font aujourd'hui à Saint-Omer (que nous tenons toujours) et aux environs. Dans ces conditions une attaque allemande me semble peu redoutable.

La 2e armée reprend de l'aplomb. L'arrivée de Duchesne y produira un excellent effet. On n'y parle plus de retraite. Je l'avais d'ailleurs formellement interdit. C'est la cavalerie qui n'a pas encore l'aplomb suffisant.

Je rentrerai à Romilly quand vous le voudrez, mais je crois ma présence encore utile ici tant que nous ne sommes pas alignés, que la marche en avant n'est pas reprise, qu'il faut embrasser un vaste territoire allant de Dunkerque par Lille à Noyon, aux incidents les plus variés. Recevez, mon général, l'assurance de mon très attaché respect.

Signé : Foch.

PS : - mon idée serait, si vous l'approuvez et si le maréchal French s'y rallie, de porter la gauche de notre armée (10e) par Lille à l'Escaut de Tournai ou à Orchies, l'armée anglaise venant par Lille et plus au nord en se développant de Tournai par Courtrai, pour rallier par la rive gauche de l'Escaut ou celle de la Lys tous les détachements français, anglais, belges, sur la rive gauche de l'une de ces rivières, on verrait ensuite.

En tout cas, le maréchal French doit avoir, prêts à entrer en action le 10 octobre, un corps d'armée, le 2e, et deux divisions de cavalerie entre Béthune et Aire ; le 12, un corps d'armée, le 3e, et deux divisions de cavalerie entre Béthune et Saint-Omer. Nous arrêtons, le 10, les dispositions de nature à relancer l'attaque et à éclaircir au plus tôt notre situation d'après les considérations de la note suivante prise comme base :

Dans la situation actuelle des armées alliées, le premier soin paraît être d'opérer, dans des conditions de sûreté convenables, la réunion des forces éparses à la suite des derniers événements de la guerre, forces belges, anglaises, françaises.

La région nord et est de Lille, avec l'Escaut d'une part et la Lys de l'autre, semble constituer un terrain de réunion favorable. Si demain 11, et après-demain 12, la gauche de la 10e armée française est appuyée par la droite de l'armée anglaise (2e corps et corps de cavalerie) agissant par le front Béthune-Merville, il est à présumer que la direction de Lille redeviendra libre. D'autre part, la région au nord de la ligne Merville, Hazebrouck, Cassel, que nous tenons, paraît n'être occupée que par de faibles forces. Dans ces conditions, on estime que, dans la matinée du 13, la gauche de l'armée française pourrait se mettre en marche vers Lille, et, ultérieurement, Tournai ; la droite de l'armée anglaise vers la région au nord de Lille, et, ultérieurement, vers Templeuve ; le centre de l'armée anglaise marchant sur Courtrai.

En arrière de l'Escaut, ainsi tenu à Tournai, et de la Lys, tenue à Courtrai, pourraient se rallier les détachements anglais, français et belges. Si cette manière de voir est partagée par monsieur le maréchal commandant en chef l'armée britannique, l'armée française disposerait pour ses mouvements de la route : Ostreville, Houdain, Verquigneul, La Bassée, Lille, Tournai, et des communications plus au sud. L'armée anglaise disposerait des communications plus au nord.

On a l'honneur de demander si elle est approuvée.

Signé : Foch.

Le maréchal French s'engage à appuyer de toute façon et aussitôt que possible l'action des troupes françaises, mais par suite d'un retard dans les débarquements, le 3e corps d'armée

britannique n'aura sa première division disponible que le 13 après-midi et ne sera en état de marcher en entier que le 15 au soir.

Pendant ce temps, la 2e armée française se maintient sur ses positions, mais l'aile nord de la 10e armée et les premiers éléments de l'armée britannique voient leur marche en direction de Lille arrêtée par les attaques répétées et de plus en plus fortes que l'ennemi développe au sud de la Lys.

Par l'arrivée et les progrès des forces britanniques sur la rive nord de la Lys, dans la journée du 15, nous commençons bien de réaliser le débordement et l'enveloppement de l'aile nord des armées allemandes qui opèrent en France, mais un nouvel orage se prépare.

C'est l'entrée en scène des forces ennemies qui opèrent en Belgique, sur cette même rive nord de la Lys, et que la reddition d'Anvers a rendues disponibles. Un couloir nouveau est ouvert à l'invasion, que nous parvenions avec peine à endiguer en Picardie, en Artois, dans la Flandre française, et à encercler à la Lys, d'Armentières à Menin. C'est un nouveau théâtre d'opérations à envisager, celui de la Belgique, une situation militaire de fait à prendre immédiatement en compte, car elle rouvre tous les dangers, menaçant les ports de la Manche et l'unité et la liaison des alliés.

C'est la marche *nach Calais* qu'il faut bien arrêter. C'est la Belgique, sinon à reconquérir, du moins à sauver en partie, pour maintenir son existence. Où allions-nous pouvoir effectuer la réunion des forces alliées dispersées dans la région, opération qui avait déjà été entrevue dans la note du 10 octobre, mais que la Lys et l'Escaut ne pouvaient plus couvrir ? Quelle était la valeur de ces forces ? Dans quelle mesure pourrions-nous les faire coopérer à nos opérations en cas de nécessité ? à l'abri de quel obstacle allions-nous pouvoir les reconstituer et former tout au moins une barrière aux entreprises de l'ennemi ?

En réalité, Anvers a été occupé par l'armée allemande le 9 octobre, et l'armée belge a entamé sa retraite dans la direction Ecloo, Bruges. Pour la secourir à Anvers, l'amirauté anglaise a envoyé, sous le général Rawlinson, la 7e division d'infanterie et la 3e division de cavalerie ; la France, une brigade de fusiliers marins sous l'amiral Ronarc'H. Ces détachements n'ont pu dépasser Gand. Ils se replient en couvrant la droite de l'armée belge.

L'armée belge gagne tout d'abord la région Ostende, Thourout, Dixmude, Furnes, où le général Pau, qui représente le haut commandement français auprès de cette armée, la trouve le 10 fortement éprouvée à la suite du siège d'Anvers et de la retraite qui en a été la conséquence. Son mouvement va se continuer vers Calais et Saint-Omer, quand le général Joffre tentait, en vain d'ailleurs, de l'attirer vers Ypres et Poperinghe pour se lier aux armées alliées et participer à leur mouvement débordant.

Avisé moi-même de ces intentions, je demande au général Pau d'obtenir que l'armée belge prenne sa ligne d'opérations et sa base sur Dunkerque, au lieu de Calais, afin de moins s'éloigner de la Belgique au moment où les armées alliées vont y pénétrer. C'est dans ces conditions qu'il est décidé le 11, à Ostende, de diriger sur Dunkerque les dépôts et les hommes non instruits, de réunir les six divisions qui forment l'armée belge dans la région Nieupoort, Furnes, Dixmude, toujours couvertes à l'est par la division britannique du général Rawlinson et par la brigade française de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'H ; elles ne se retireront pas si elles ne sont pas attaquées, et, dans le cas où elles seraient obligées à la retraite, elles s'établiraient et s'organiseraient défensivement, en dernière ligne, derrière

l'Yser et le canal de Dixmude à Ypres, en se maintenant constamment en liaison avec cette ville.

De ce maintien de l'armée belge le long de la côte, il résulte pour elle un isolement qui peut lui être fatal, et un abandon du noeud de communications d'Ypres qui peut être mortel au plan des alliés. Aussi, dès le 12, je prescris que le général Bidon, gouverneur de Dunkerque, prendra sous son commandement les 87^e et 89^e divisions territoriales. Il s'établira sur la route Poperinghe-Ypres, d'où il cherchera la liaison vers Zonnebeke et Roulers avec les forces alliées agissant à l'est (belges, anglaises, marins français), et manœuvrera pour se maintenir à droite en liaison avec les forces britanniques qui arrivent aujourd'hui à Eecke. Il aura, en outre, à organiser à Ypres un fort point d'appui, pour barrer les offensives ennemies qui partiraient d'Armentières, de Comines ou de Menin. Par là, et dès le 14, nous aspirons à constituer sans retard, au milieu des éléments hétérogènes, inconsistants et mouvants, des forces alliées de la région, un centre de résistance et un solide point de réunion, autour duquel elles pourront nouer et appuyer leurs actions.

L'état de l'armée belge mérite d'ailleurs d'être pris en considération. Elle vient de subir, en deux mois, une série d'épreuves des plus sérieuses (Liège, Namur, Anvers), de bombardements des plus sévères. Elle y était moins préparée que toute autre. Jusqu'en 1914, elle n'a connu que la paix. La neutralité de la Belgique, garantie par les grandes puissances de l'Europe, était passée à l'état de dogme qui écartait de son armée toutes les menaces de la grande guerre, la limitait à un rôle de gardienne de l'ordre à l'intérieur, et, à l'extérieur, de protectrice contre l'envahisseur, jusqu'au jour où les puissances garantes de la neutralité prendraient en mains, avec leurs armées, son indépendance et sa défense. Le sentiment de l'honneur qui anime le roi et la nation l'a brusquement jetée dans les secousses d'une lutte formidable, soigneusement et puissamment préparée par un voisin redoutable. C'est devant une réalité si opposée à ses prévisions qu'elle doit faire tête, et tendre ses nerfs faiblement soutenus par l'armement entre ses mains.

En tout cas, dans l'incertitude de la situation qui règne encore sur le littoral de la mer du Nord et sur les résistances que nous pouvons y présenter à la marche de l'invasion, je vais faire, le 16, une excursion rapide dans cette région que je ne connais pas encore. Je suis accompagné du commandant Desticker et du lieutenant Tardieu. Je me rends, dans la matinée, d'abord à Saint-Omer où a été transporté le quartier général du maréchal French. Je lui demande de nous assurer la coopération des escadres britanniques contre la droite allemande dans la région d'Ostende ; d'agir en même temps avec le corps Rawlinson en partant d'Ypres dans la direction de Roulers, pour détourner de l'armée belge l'attaque ennemie. Je me rends ensuite à Dunkerque. Cette place contient des approvisionnements considérables, qu'il faut à tout prix tenir à l'abri d'un coup de main ; j'y fais arriver une brigade de troupes territoriales et je m'assure avec le nouveau gouverneur, général Plantey, que la défense de la place est très avancée, l'inondation bien préparée. Celle d'eau douce est déjà tendue ; celle d'eau de mer peut l'être quand on le voudra, les canaux appelés à la fournir ayant été gonflés au niveau des hautes mers. Dans cette ville je rencontre également M. De Brocqueville, président du conseil des ministres de Belgique. Après nous être mutuellement renseignés sur la situation militaire de la région, comme aussi sur les intérêts politiques en jeu, nous décidons de nous rendre immédiatement au quartier général de l'armée belge, à Furnes, pour y trouver le roi.

Dans les heures graves que nous traversons, une décision suprême s'impose ; il ne faut pas que l'armée belge quitte la Belgique. Pour conjurer le désastre, il faut à tout prix arrêter sa retraite, la maintenir sur le sol national, si réduit soit-il. M. De Brocqueville est un homme

d'état intelligent, clairvoyant et plein de décision, partageant ces idées. Il appuiera mes propositions.

Une fois de plus, sur la route de Dunkerque à Furnes, nous avons à remonter la lamentable cohue des populations fuyant devant l'invasion. C'est une masse des plus denses, surtout de femmes, d'enfants, de jeunes filles, de religieuses, de prêtres, de vieillards, se repliant dans le désarroi d'une fuite précipitée et les fatigues d'une marche sans arrêt, sans abri, après des nuits à la belle étoile, et sous la pluie d'octobre. Furnes est remplie de troupes belges, éprouvées par le rude bombardement d'Anvers et une retraite de huit jours. Le quartier général de l'armée, avec son chef, le roi, est installé à l'hôtel de ville, monument de style, dans l'angle d'une place au caractère artistique, et dont l'encombrement contraste avec le calme et la solitude habituels.

Accompagné du lieutenant-colonel Brécard, chef de notre mission, et précédé de M. De Brocqueville, je me rends au quartier général belge. J'y trouve le général Hanotaux, chef d'état-major, et le général Wielemans, sous-chef d'état-major. Ils sont encore dans la confusion et le trouble inséparables d'une longue et dure retraite. J'expose les raisons qui justifient l'arrêt de cette retraite, et les moyens qui permettent de tenir tête à l'ennemi. Les troupes allemandes que l'on a devant soi sont une deuxième levée, des corps de réserve. L'infanterie n'a pas la valeur de celle qui vient d'être arrêtée et refoulée en France, mais elle est certainement accompagnée d'une forte artillerie. En s'enterrant, l'armée belge parera ses coups et fournira la barrière que les troupes françaises viennent renforcer. Dixmude est déjà tenu par une brigade de fusiliers-marins d'une indiscutable solidité. C'est un point d'amarre robuste pour la résistance à organiser.

Le roi me reçoit quelques instants après. Il est dans la salle des échevins, vaste pièce d'une belle décoration, avec une grande cheminée où brille un feu que la température et l'humidité de la journée rendent particulièrement appréciable. C'est la première fois que je rencontre cette grande personnalité, noble figure de l'honneur et du devoir. Je ne l'aborde pas sans un certain embarras, bien résolu avant tout à défendre la cause commune du salut de la Belgique et de la bataille alliée alors en cours. L'écho de ces sentiments ne se fait pas attendre. La Belgique ne représente plus qu'un lambeau de territoire, sur lequel se sont réfugiés son gouvernement et son armée. S'ils reculent encore d'une vingtaine de kilomètres, l'adversaire aura raison de la Belgique et la tiendra tout entière en son pouvoir, il en disposera, elle sera rayée de la carte de l'Europe. Y renaîtra-t-elle au jour de la paix ? L'armée belge est certainement très épuisée, pense le roi, mais à la voix de son chef elle retrouvera toute son énergie, pour défendre ce qui reste de patrie, s'accrocher à l'Yser, et donner aux troupes alliées le temps d'accourir. Ses décisions et ses dispositions vont en témoigner. L'armée belge s'organisera donc et défendra la ligne de l'Yser de Nieupoort à Dixmude et à Boesinghe, où elle retrouvera l'appui des troupes françaises.

Le lendemain de cette entrevue, le roi visite toutes ses divisions, leur rappelle que l'armée belge dispute la dernière parcelle du territoire national, qu'elles doivent y mourir plutôt que de céder. Tout commandant de division qui reculera sans un ordre formel sera destitué.

Grâce à ces dispositions, il nous est possible, pensons-nous, d'arrêter l'invasion le long de la côte. On tiendra pour cela sur l'Yser, de la mer du Nord à Dixmude, avec l'armée belge rapidement reconstituée ; au point d'appui de Dixmude, avec la brigade de fusiliers-marins ; sur l'Yperlé, plus au sud, et jusqu'à Ypres avec les troupes territoriales qui s'y trouvent déjà et que je renforce rapidement de divisions de cavalerie. On attendra dans ces conditions

l'arrivée des renforts français que le général en chef nous fait espérer. Dans cet ordre d'idées, et avant de quitter Furnes dans la soirée du 16, j'adresse à la hâte à l'amiral Ronarc'H une instruction lui fixant sa tâche à Dixmude :

Dans les circonstances où nous sommes, la tactique que vous avez à pratiquer ne comporte pas d'idée de manœuvre, mais simplement et au plus haut point, l'idée de résister là où vous êtes.

Dans ce but, il y a lieu de préparer sans aucune réserve la mise en œuvre, dans une situation abritée, et de bonnes conditions, de tous vos moyens.

Quant à la conduite à tenir, elle consiste pour vous à arrêter net l'ennemi, par la puissance de vos feux en particulier.

C'est dire qu'elle est facile à tenir avec les effectifs et les moyens dont vous disposez, qu'elle vous permet d'occuper une grande étendue de terrain et que vous ne devez songer à évacuer la position que sur un ordre formel de vos supérieurs ou à la suite de l'enlèvement de « toute » la position par l'ennemi.

Inutile de dire que je compte entièrement sur votre dévouement pour remplir cette mission.

L'amiral va, avec ses marins, remplir cette tâche d'une façon des plus glorieuses.

Enfin, pour répondre à toute éventualité, je fais compléter la défense de Dunkerque par des inondations s'étendant jusqu'à une dizaine de kilomètres, et constituant le long de la côte un obstacle auprès duquel la résistance pourrait se réorganiser, si la ligne belge était emportée. Tel est le système défensif que nous avons pu reconstituer rapidement pour arrêter l'ennemi dans sa marche *nach Calais*, et pour briser son nouveau programme, qui ne vise plus Paris, mais les ports de la Manche. Nous devons ce résultat à l'intelligence et à la résolution du roi d'y consacrer entièrement son armée, comme il l'a affirmé dans cette journée du 16 octobre. Ces décisions contrastent avec les incertitudes de certains de ses subordonnés, car, au moment même où nous décidons ainsi à Furnes, M. Augagneur, alors ministre de la marine, revenant du grand quartier général belge qu'il a quitté la veille, passe à Doullens et demande à mon chef d'état-major, le colonel Weygand, de préparer aux environs de Calais des cantonnements pour abriter et refaire l'armée belge, qui, au dire de ses chefs, ne peut que se retirer de la lutte. Dans la soirée, je rentre à mon quartier général de Doullens, à cent vingt et un kilomètres de Furnes, et je rends compte de la journée au général en chef :

Je rentre de Furnes, quartier général de l'armée belge. En y allant ce matin, je me suis arrêté à Saint-Omer, au quartier général du maréchal French et lui ai demandé :

1. D'inciter son gouvernement à faire agir leur escadre contre la droite allemande de la côte d'Ostende ;

2. D'agir en partant d'Ypres avec le corps Rawlinson dans la direction de Roulers pour détourner l'attaque des allemands de l'armée belge ; je suis ensuite allé à Dunkerque, j'ai vu le gouverneur. Il m'a dit et je crois la place en bon état de défense, même éloignée : l'inondation d'eau douce est tendue ; celle d'eau de mer va se tendre. La canalisation des émigrés de Belgique de toute nature s'y fait sans difficulté actuellement. Il en est de même à Calais. De là, je suis allé à Furnes ; l'armée belge est installée sur la ligne de l'Yser. Elle a

reçu l'ordre d'y résister, de s'y organiser, de s'y défendre avec la dernière énergie. Le roi et le président du conseil paraissent décidés à pratiquer cette tactique, et à la faire pratiquer... l'armée anglaise continue son offensive sur Courtrai. Elle fait des progrès, aujourd'hui encore.

Bien respectueusement à vous.

Signé : F. Foch.

Malgré tout, quand vous aurez une troupe de valeur sérieuse à mettre à la gauche du dispositif de l'armée belge, elle y fera très bien à tous les points de vue.

Mon expédition de la journée dans les Flandres m'a montré que, si notre extrême gauche confinait à la mer a pris une solidité relative, une porte s'ouvre encore de Boesinghe à la Lys, large d'une vingtaine de kilomètres et simplement tenue par quelques régiments territoriaux, de la cavalerie et des troupes anglaises encore éparses dans la région d'Ypres. Heureusement, à mon arrivée à Doullens, j'apprends du général Joffre que le 1er corps britannique aura terminé son débarquement à Hazebrouck le 19. Il sera suivi de la division de Lahore dans la même région, puis de la 42e division française à Dunkerque, puis du 9e corps français en un point à déterminer. Il m'appartient d'utiliser au mieux ces renforts, en les faisant arriver sous la protection des troupes diverses de la région d'Ypres, et en coordonnant leur action.

À mesure que la bataille se stabilise en Picardie et en Artois, une ère d'événements nouveaux commence au nord de la Lys. C'est le dernier terrain de rencontre que les allemands peuvent utiliser pour chercher à nous gagner de vitesse, pour espérer nous surprendre dans la préparation, nous écraser du poids de leurs masses puissamment armées ; gagner enfin la bataille d'occident qui jusqu'ici leur échappe, et réaliser leur plan de terminer victorieusement la guerre à l'ouest avant d'en poursuivre la fin à l'est. Il est à prévoir que, libres de leur action, ils déchaîneront des efforts d'une puissance particulière.

Aussi, une fois de plus, nous tenterons de les devancer dans l'initiative de leur mouvement. Nous n'y parviendrons pas, mais nous arrêterons net leur entreprise d'une façon définitive, et par là nous leur infligerons un sérieux échec. Le 17 octobre, je me rends au quartier général de la 10e armée à Saint-Pol pour régler différents détails et surtout pour recevoir M. Llyoyd George, ministre du trésor dans le cabinet anglais. Il fait une tournée sur notre front avec son ami lord Reading. C'est ma première rencontre avec cet homme d'état, devenu par la suite un des principaux acteurs de la guerre. Au premier abord, il témoigne d'une vivacité et d'une promptitude d'intelligence peu communes, il prolonge cette impression en l'agrandissant par l'étendue de ses vues, la variété des sujets qu'il aborde, la fécondité des solutions qu'il apporte. L'officier français, chargé de l'accompagner dans son voyage, l'avait perdu de vue dans la matinée, au cours d'un arrêt à Montdidier. Il l'avait retrouvé arrêté devant la statue de Parmentier, s'écriant à son approche : **ça, c'était un grand homme**. Naturellement, à Saint-Pol, nous causons de la situation de nos armées, de l'arrêt de l'invasion que nous avons dressé jusqu'à la Lys, et que les armées vont chercher à prolonger jusqu'à la mer. Je lui communique ma résolution, en enfonçant nos troupes dans des tranchées, de tenir tête à l'effort de l'ennemi malgré son formidable armement, jusqu'au jour où, nous-mêmes, munis de cet armement, pourrons entreprendre l'offensive qui seule donnera la victoire. Il m'a, depuis, rappelé souvent cette conversation qu'il appelait **le programme de Saint-Pol** et dont il a par la suite vu la réalisation.

C'est dans ces conditions que va se produire une des grandes rencontres de la guerre. Les alliés cherchent à profiter encore de l'initiative et de la liberté d'action que leur a ouvertes la victoire de la Marne, pour devancer l'ennemi dans son offensive, l'attaquer avant qu'il ait pu mettre à profit ses succès d'Anvers et engager les forces qui s'y trouvent libérées, qu'il ait réuni ses puissantes réserves ramenées d'Allemagne et qu'il ait monté son attaque en vue d'un suprême effort sur le dernier terrain disponible, pour gagner par la manœuvre la partie d'occident. Mais aurons-nous le temps et la possibilité de réunir les troupes encore éparées et disparates de trois puissances alliées en nombre suffisant, et dans un effort commun assez solide pour renverser son plan, et de garder la direction des événements que la victoire nous a valu, ou tout au moins pour arrêter le développement de ce plan ? Là est la question qui va se résoudre dans un choc formidable, la bataille des Flandres. Elle comporte deux périodes :

1. L'attaque le long de la côte, ou bataille de l'Yser, du 17 octobre au 1er novembre ;
2. La bataille d'Ypres, au nœud principal des communications de la région des Flandres, du 21 octobre au 12 novembre.

Chapitre II — La bataille de l'Yser.

Le théâtre d'opérations. – premières attaques allemandes sur l'armée belge et les fusiliers-marins, 18-23 octobre. – arrivée de la 42e division. – la crise du 24 octobre ; l'Yser forcé ; rétablissement sur la voie ferrée et inondations. – échec final des allemands.

L'armée belge est établie depuis le 17 octobre derrière l'Yser, entre Nieuport et la partie nord de Boesinghe, sur une étendue de plus de trente kilomètres, avec quatre de ses divisions, tandis que deux autres sont maintenues en réserve en voie de reconstitution. Notre brigade de fusiliers-marins occupe Dixmude sur la rive droite, en avant de son centre. Une brigade territoriale (177e) est à sa droite à Boesinghe. En avant du front et au sud de Dixmude, la division de cavalerie belge et le 2e corps de cavalerie française tiennent les débouchés nord et est de la forêt d'Houthulst et explorent en direction de Roulers. Le théâtre des opérations est constitué par les pays bas, en grande partie conquis sur la mer. Il est d'un parcours facile, sans obstacles naturels et sans relief sérieux. De tout temps il fut la route d'invasion de l'Europe centrale en marche vers l'Occident, le terrain de rencontre où se jouèrent les destinées du vieux monde jusqu'à Waterloo. Une fois de plus, il allait fournir le terrain, le champ clos, où se fixeraient le sort et l'avenir de la civilisation.

Dans la partie qui nous occupe, l'Yser est un obstacle sans grande valeur, un fleuve d'une faible largeur aux eaux dormantes, aux rives basses, qui ressent les effets de la marée jusqu'au-dessus de Dixmude. Il traverse un terrain généralement plat, en grande partie conquis sur la mer, d'un niveau inférieur à celui des hautes mers. En creusant le sol, on y trouve l'eau à une profondeur de quelques dizaines de centimètres. La construction de tranchées va présenter toutes sortes de difficultés. Il en sera de même de l'abri à trouver pour les troupes, qui seront à maintenir, néanmoins, sous le feu d'une puissante artillerie.

Le 18 octobre, les avant-gardes allemandes attaquent les avant-postes belges sur le front de l'Yser, et la brigade de fusiliers-marins à Dixmude. Ces attaques échouent, sauf devant Keyem qui tombe aux mains de l'ennemi.

Le 19, l'attaque recommence, sans plus de résultat, entre Nieuport et Dixmude. Les monitors anglais et les contre-torpilleurs français, dont j'avais demandé l'intervention au large de Nieuport, gênent considérablement le développement de la manœuvre ennemie. Le 20, les attaques allemandes prennent une violence particulière ; elles s'étendent au sud jusqu'à la région de Boesinghe. Partout elles échouent. Le 21, elles ne réussissent pas davantage. Mais, pour faire face à l'effort ennemi, l'armée belge a dû réduire son front en ramenant sa droite à Saint-Jacques-Capelle et engager toutes ses réserves. Heureusement arrive, dans la région de Furnes, la 42e division française, commandée par le général Grossetti. C'est une troupe et un chef de premier ordre, dont j'ai apprécié toute la valeur à la bataille de la Marne. Elle va nous aider à parer les violentes secousses des journées suivantes.

Le 22, en effet, tandis que les fusiliers-marins et la 89e division territoriale subissent à Dixmude et au sud un bombardement des plus violents, les belges, attaqués dans la région de Schorbake, sont obligés d'abandonner la boucle de Tervaëte, qui fournit, sur la rive gauche de la rivière, une place de rassemblement à l'ennemi. Le 23, pour se conformer au mouvement offensif entrepris au sud, les fusiliers-marins, les belges et la 42e division passent à l'attaque. Cette dernière réussit à s'avancer entre Lombartzyde et Westende. Mais nos efforts sur l'Yser sont arrêtés ; l'ennemi continue de passer la rivière et de réunir ses forces dans la boucle de Tervaëte.

Le 24, c'est une violente attaque de l'ennemi sur toute la ligne de l'Yser, tandis que le général Grossetti, tout en maintenant une brigade à l'occupation de Nieuport, tente avec l'autre de reconquérir la boucle de Tervaëte ; l'ennemi progresse également par le pont et la route de Saint-Georges. La ligne de l'Yser est décidément forcée et franchie sur plus de cinq kilomètres. L'obstacle du fleuve n'existe plus entre Nieuport et Dixmude.

Où et comment l'armée belge pourra-t-elle s'arrêter, se reprendre, organiser une résistance nouvelle ? C'est dans ces circonstances tragiques que j'accours de nouveau à Furnes.

À la violence des coups portés par les allemands on se rend compte de l'importance qu'ils attachent à obtenir sans retard un résultat décisif. Ils ont amené une très puissante artillerie, renforcée de pièces lourdes déjà utilisées devant Anvers, et d'un nombre très élevé de minenwerfer d'un transport et d'une installation plus faciles, mais d'un effet tout aussi redoutable aux petites distances. En arrière de ce bombardement de la ligne de l'Yser, en face de troupes que la nature du terrain interdit d'abriter en tranchées, c'est une nouvelle armée ennemie qui entre en scène, la 15e. Elle est constituée avec des corps d'armée de formation récente, encore intacts, réentraînés par deux mois d'instruction, recrutés principalement dans la jeunesse universitaire. La certitude de la victoire y est absolue, car l'esprit allemand y domine en maître, et l'on dispose d'un formidable matériel. Dans ces conditions, comment se laisserait-on arrêter par les débris de l'armée belge, sur la route de Calais où doit se régler la victoire allemande ?

Rendu à Furnes, je revois le roi, et je me mets avec l'état-major belge à l'étude d'une situation particulièrement grave. J'y rencontre l'écho des violentes secousses de l'armée belge, avec l'annonce de son repliement. L'Yser forcé, il nous faut tout d'abord et encore trouver un obstacle à opposer à l'invasion, car les forces des troupes sont à bout, leurs effectifs réduits, leur armement très inférieur à celui de l'ennemi, le terrain sans abri.

Nous ne disposons encore que d'une seule division française, la 42e ; le flot de l'attaque peut d'un moment à l'autre prendre une allure impétueuse, si nous ne parvenons à réunir, à

regrouper, à reconstituer, sous la protection d'une barrière, les éléments encore capables de résistance des troupes belges fortement éprouvées. Or, dans la direction de Dunkerque, la carte ne montre ni hauteurs, ni bois, ni localités pouvant fournir des points d'appui de valeur, encore moins offrir une ligne à organiser, un cours d'eau à défendre. Malgré cela, comme la décision est à prendre sans retard, pour éviter un recul trop grand avec des conséquences décisives, c'est à la ligne du chemin de fer de Nieuport à Dixmude que se fixe ma pensée.

Une voie ferrée est en tout cas une ligne continue, effectivement tracée sur le terrain, que les troupes en retraite trouveront sur leur route et sur laquelle le commandement peut toujours les arrêter. C'est une base de ralliement facile, pour constituer une nouvelle ligne de combat. Elle est souvent en déblai ou en remblai ; en tout cas, serait-elle en plaine, que la hauteur de son ballast constitue déjà un abri pour les tireurs ; il est donc à présumer qu'elle pourra abriter dans une certaine mesure les troupes qui s'y formeront. Fortement appuyée à ses deux extrémités, à Nieuport et à Dixmude, grosses localités, elle présente tout d'abord une indiscutable solidité.

Telles sont les réflexions sommaires mais capitales que nous faisons, sans en savoir plus long, avec l'état-major belge, et en vertu desquelles il est décidé que l'armée belge arrêtera sa retraite à cette ligne et s'y formera défensivement. Cette ligne sera fortement tenue au nord, à Nieuport, par une brigade de la 42e division ; au centre, vers Pervyse, par l'autre brigade de cette division ; à Dixmude, par la brigade de fusiliers-marins. En fait, il se trouve que la voie ferrée domine la plaine de un mètre à un mètre trente de remblai, et alors pourquoi ne tenterait-on pas d'inonder les rives de l'Yser, comme nous avons réussi à le faire à l'ouest, autour de Dunkerque ? Par là, les deux ou trois kilomètres qui séparent l'Yser de la ligne de chemin de fer seraient rendus impraticables à l'ennemi, tandis que l'inondation viendrait s'arrêter au pied du remblai, constituant d'ailleurs un abri pour nos troupes. En tout cas, dans le désarroi qui accompagne toujours un mouvement en arrière accompagné d'un fort bombardement, ce qu'il importe de trouver, c'est une ligne continue tracée sur le terrain. Elle fournit une base sur laquelle les troupes viennent facilement se rallier et se regrouper. Elles s'y organisent volontiers pour peu que la disposition des lieux les favorisent. La voie ferrée allait nous rendre ce service, l'inondation allait le compléter. En fait, quand je quitte Furnes dans la soirée du 24, il est convenu avec l'état-major belge que la retraite s'arrêtera et que la résistance s'organisera sur cette voie ferrée.

Malgré les importants dégâts que l'eau de mer devait causer pour longtemps aux belles cultures du pays, il est également convenu que l'état-major belge poursuivra la réalisation de l'inondation. Quant au général Grossetti, de son poste de commandement de Pervyse, il m'a fait parvenir une communication très nette : *je ne sais*, me disait-il, *ce qui restera demain de la 42e division, mais, tant qu'il restera un homme, l'allemand ne franchira pas la ligne du chemin de fer.*

Avec des troupes fortement éprouvées nous allons encore tenter la bataille et défendre la voie ferrée Nieuport-Dixmude. Elle est fortement consolidée, il est vrai, en ces deux localités, par les détachements français qui les tiennent, en son centre à Pervyse par le général Grossetti ; elle sera couverte, dès que possible, par l'inondation. Nous avons, en effet, les clés de cette inondation aux écluses de Nieuport, que nous tenons solidement, mais combien de temps demandera-t-elle pour être tendue, quel espace embrassera-t-elle ? Voilà des questions auxquelles ne permet pas de répondre l'expérience d'un système hydraulique organisé pour protéger le pays contre l'eau de mer, et auquel on va demander une rapide submersion de

terrains étendus. Elles vont, jusqu'au dernier moment, maintenir l'incertitude du résultat poursuivi, et, par là, de la défense.

Le 25, l'armée belge est sur le remblai. Le 26, le bombardement allemand reprend avec une violence particulière. Il atteint la voie ferrée et jette à nouveau l'inquiétude dans l'âme des défenseurs, mais on compte sur l'inondation. Le soir du 25, l'état-major belge informe l'amiral Ronarc'H à Dixmude que toutes les dispositions sont prises **pour inonder la rive gauche de l'Yser entre le fleuve et la chaussée du chemin de fer de Dixmude à Nieuport** ; il faut prendre des précautions spéciales pour ne pas étendre l'inondation parmi nos troupes, pour boucher les aqueducs passant sous la voie ferrée, rendre celle-ci étanche, comme aussi pour ouvrir à l'eau les rives de certains canaux. Ce n'est que le 27 au soir que, tous ces travaux ayant été achevés, les écluses de Nieuport sont ouvertes à l'heure du flux ; elles sont ensuite fermées à la marée basse ; la même manœuvre se répète chaque jour. Dès le 8, l'inondation atteint la voie ferrée dans la région de Pervyse ; elle s'étend vers le sud, sans arrêter cependant les progrès et les entreprises de l'ennemi. Ainsi, le 29, il exécute une série de violentes attaques en direction de Ramscapelle sans parvenir à y pénétrer. Le 30 au matin, sentant l'inondation gagner ses arrières, il réussit dans un effort suprême à conquérir Ramscapelle et par là à retrouver la terre ferme.

S'il se maintient dans cette localité et s'il en débouche, c'est le terrain abrité de l'inondation qu'il aborde ; c'est le remblai du chemin de fer et tout le système de défense qui sont tournés et emportés. Il nous faut à tout prix reprendre le village. Le général Grossetti le sent et ajoute : **je donne l'ordre de reprendre Ramscapelle aujourd'hui**. Et, dans un assaut de zouaves, de chasseurs à pied, de tirailleurs sénégalais et d'éléments belges, nous réoccupons Ramscapelle à l'entrée de la nuit.

Le lendemain 31, la ligne de défense se reconstitue intégralement sur la voie ferrée, tandis que l'inondation continue de monter, et que l'ennemi se replie, sauf en quelques points, au delà de l'Yser. à Nieuport, nous continuons de tenir solidement le système des écluses qui conditionne l'état de la contrée. à l'autre extrémité de la voie ferrée, à Dixmude, nos marins opposent une résistance énergique. Désormais la rive gauche de l'Yser, entre ces deux localités, est une zone interdite à l'armée allemande. La route de la côte vers Dunkerque et Calais lui est fermée.

Comme on l'a vu, la bataille a duré plus de dix jours. Elle a été d'une violence encore inconnue, de la part de l'artillerie allemande de tout calibre. Elle a été menée par une infanterie pleine d'enthousiasme. L'ennemi a lancé, sans parler de sa très puissante artillerie, le IIIe corps de réserve, le XXIIe corps de réserve, une division d'ersatz et une brigade de landwehr. L'armée belge y a engagé ses six divisions. Nous avons engagé à ses côtés notre 42e division, et notre brigade de fusiliers-marins. Les efforts allemands ont abouti à un échec complet.

Chapitre III — La bataille d'Ypres.

Le général Foch à Cassel ; formation de la 8 e armée française. – apparition de la 1^{re} armée allemande ; genèse de la bataille d'Ypres. – les adversaires et le terrain. – première phase de la bataille, 21-30 octobre. – les journées des 30 et 31 octobre. – les premières journées de novembre ; la conférence de Dunkerque. – derniers efforts allemands sur Ypres. – l'ennemi s'organise sur ses positions.

Tandis que, sur la côte, l'invasion se voit ainsi enlisée dans les vases de l'Yser, une lutte acharnée est déjà engagée plus au sud, dans la région d'Ypres et de la Lys. Depuis le 24 octobre d'ailleurs, j'ai transporté mon quartier général de Doullens à Cassel, cette sentinelle des Flandres. Je me trouve ainsi en avant et à proximité du grand quartier général anglais établi à Saint-Omer. C'est qu'en effet, sur le front de notre 2e armée, l'attaque est bien enrayée. Sur le front de notre 10e, c'est au nord de La Bassée qu'elle reprend avec énergie ; mais là se trouvent engagés, avec l'aile gauche de notre 10e armée, les corps d'armée anglais, 2e, 3e, puis le 1er, dont le débarquement se poursuit à Hazebrouck, enfin les différents corps d'armée français que le grand quartier général français expédie par voie ferrée dans la région des Flandres.

Les troupes se forment successivement sous la protection de nos divisions territoriales poussées à Ypres dès le 14 octobre, et bientôt renforcées du 2e corps de cavalerie, comme aussi sous la protection du 4e corps britannique (général Rawlinson) réduit à la 7e division et à la 3e division de cavalerie britanniques, qui reviennent de l'entreprise d'Anvers.

Depuis le 20 octobre, le général D'Urbal, qui s'était distingué dans le commandement d'un corps d'armée autour d'Arras, a été appelé au commandement du détachement d'armée de Belgique, bientôt transformé en 8e armée. Il établit son quartier général à Roussbrughe et prend sous ses ordres les forces françaises au nord de la Lys. C'est un nouveau commandement placé sous ma direction, et dont il faut coordonner au plus tôt l'action avec les autres forces alliées arrivant de différentes parties du front. Nous sommes en présence d'un adversaire qui, depuis la chute d'Anvers, a récupéré toute sa liberté d'action en Belgique. Il a concentré des forces importantes, encore intactes, et, depuis plus d'une semaine, reformé une armée toute neuve, la ive, à Gand. Il a en même temps formé un détachement d'armée (Fabek) à Lille.

C'est en vue de faire face à la porte d'Ypres, et de me rapprocher du grand quartier général anglais, que je m'étais établi à Cassel. Indépendamment d'un magnifique observatoire sur la plaine flamande, Cassel est un nœud de routes très importantes. Nos transports vont bientôt les pratiquer avec la dernière activité, au point de transformer la paisible cité en une fourmilière des plus agitées. Il importe de remonter au milieu d'octobre pour saisir la succession des événements qui vont se précipiter dans la trouée d'Ypres.

À ce moment, nous ne connaissions de l'ennemi que la présence du XIXe corps sur la Lys, d'Armentières à Werwicq, et la présence, le long de la côte, des IIIe corps de réserve et ive division d'ersatz, aux prises avec l'armée belge. Entre la Lys et la région de Thourout s'étendait un espace vide de troupes. Il nous offrait des conditions encore avantageuses pour le développement de la manœuvre poursuivie, l'enveloppement de l'aile droite allemande au nord de la Lys. Aussi, dans une rencontre avec le maréchal French à Anvin, le 17 octobre, avons-nous décidé d'agir dans ce sens en poussant les corps britanniques à la Lys jusqu'à Menin, en même temps que les divisions de cavalerie française, au nombre de quatre, marcheraient d'Ypres sur Roulers, soutenues par les divisions territoriales d'infanterie. En fait, les corps britanniques faisaient peu de progrès, tandis que le 2e corps de cavalerie français poussait plus hardiment, et s'avancait le 18 jusqu'à Roulers, Hooglède et Cortemark, mais en était repoussé le 19 par des forces très importantes. C'étaient les XXIIe, XXIIIe, XXVIe et XXVIIe corps de réserve, de nouvelle formation, qui entraient en scène. Ils s'avançaient entre Courtrai et Bruges, en direction d'Ypres.

Tels étaient les importants renseignements que notre cavalerie rapportait de sa reconnaissance sur Roulers. C'est au total, le 20 octobre, avec les troupes qui opèrent sur le bas Yser (III^e corps de réserve et division d'ersatz) cinq corps ennemis allemands qui se déploient entre la Lys et la mer du Nord. Une partie d'entre eux, deux corps et demi (III^e et XXII^e corps de réserve, 4^e division d'ersatz) attaquent sur le front Nieuport-Dixmude et livrent jusqu'à la fin d'octobre la bataille de l'Yser, que nous avons vu se perdre dans l'inondation. Les trois autres se préparent à attaquer sur Ypres. En tout cas et dès à présent, le front allemand s'étend devant nous d'une façon continue jusqu'à la mer du Nord. Il ne peut plus être question, avant de l'avoir rompu, de déborder l'aile droite allemande. Il faut au préalable y faire une percée. En aurons-nous le temps et les moyens, avant que l'ennemi ait réalisé des organisations défensives devant lesquelles nous sommes en partie désarmés ? C'est la tentative que nous allons entreprendre pour exploiter les derniers vestiges de notre victoire de la Marne.

L'idée qui domine notre tactique est celle de notre impuissance, avec notre faible armement en mitrailleuses et en artillerie notamment, à rompre un front ennemi qui a eu le temps de s'installer sur le terrain, d'y faire des tranchées, de s'y couvrir de fils de fer. Nous cherchons, par suite, à le devancer dans ces préparatifs, à le saisir encore en cours de manœuvre, à l'aborder, avec des troupes pleines de mordant, avant qu'il ait pu s'organiser défensivement, amener et installer son puissant matériel, devant lequel l'insuffisance de nos moyens rend impossible toute rupture.

Mais l'offensive entreprise dans ces conditions va se heurter dès le début à une action offensive de l'ennemi. Celui-ci vise à rompre le front allié à Ypres, porte de la Flandre française, et où aboutissent une grande partie des routes de la région qui conduisent aux ports de la Manche. Les efforts opposés des deux adversaires vont conduire à un choc d'une brutalité et d'une violence aveugles, comme aussi d'une extraordinaire durée. L'ennemi joue sa dernière carte et tente sa dernière manœuvre sur le théâtre d'opérations d'occident.

En dépit d'une lutte acharnée de près d'un mois, ses efforts seront vains. Il restera sans décision dans sa marche sur Calais pour atteindre l'Angleterre, comme à la Marne il est resté sans décision dans sa marche sur Paris pour atteindre la France.

On a appelé cette grande rencontre, non sans raison, la mêlée des Flandres. La variété des nations, des races, l'enchevêtrement des éléments de toute sorte, le mélange des unités qui y prirent part, comme aussi leur arrivée successive, en empêcheront jusqu'au dernier jour une direction méthodique.

De leur côté, les allemands nous présentèrent tout d'abord des troupes intactes, parfaitement organisées en corps d'armée nouveaux dotés d'une formidable artillerie. Mais, quand leurs premiers efforts eurent été brisés, c'est dans toutes leurs armées qu'ils puisèrent des divisions pour élever encore leurs effectifs engagés.

La nature du terrain devait également amener une grande confusion dans l'action. Ypres est le centre d'une riche région très bien cultivée, couverte de confortables habitations avec de nombreux parcs. Les parties pauvres de la région sont garnies de forêts. Le pays est par suite très couvert dans la plaine basse, généralement plate ; des haies élevées bordent les pâturages et achèvent de barrer les vues. Pour m'élever suffisamment et chercher une vue d'ensemble du champ de bataille, je montais dans les tours des halles d'Ypres. Devant moi s'étendait alors une mer de verdure, avec des îlots blancs qui constituaient de riches villages avec de belles églises aux élégantes flèches.

Impossible de voir dans aucune direction un terrain libre et simplement découvert. Trois légères rides du sol relèvent faiblement la plaine ; l'une, de quatre à six mètres, au nord-ouest d'Ypres, sur quatre kilomètres de longueur ; l'autre, d'une hauteur de dix à douze mètres, court à une dizaine de kilomètres à l'est d'Ypres, de Passchendaële à Zandvorde, sur douze kilomètres environ ; la troisième, la plus accentuée, s'étend au sud, de Wytschaete à Messines, sur cinq kilomètres environ. Le canal de l'Yperlé, qui part de l'Yser et se prolonge par le canal d'Ypres à Comines, recueille, par un système de canaux d'assèchement, beekes et watergangs, les eaux à fleur de terre de la région, et rend particulièrement difficiles les communications, notamment de l'ouest à l'est. Les routes, en chaussées pavées et surélevées pour être à l'abri de l'eau, sont en nombre limité et convergent la plupart sur Ypres.

Cet ensemble de circonstances constituait un champ de bataille compartimenté, à communications difficiles, impossible à embrasser, et entraînant forcément le morcellement de l'action, ralentie dès le début.

Pour saisir la succession des événements, il nous faut les reprendre au 21 octobre. Dès le 21, nous prenons l'offensive. Le 1er corps britannique, appuyé à gauche par notre 2e corps de cavalerie, marche sur Roulers. L'objectif final qu'il a reçu du maréchal est Bruges. Le 4e corps britannique marche sur Menin, tandis que, à leur droite, le 3e corps et le corps de cavalerie britanniques tiennent tête aux importantes forces allemandes, de la Lys au canal d'Ypres.

Le 1er corps britannique atteint la ligne Langemark-Zonnebeke, sans pouvoir la dépasser, devant le XXVIe corps de réserve allemand. Les autres corps anglais subissent de violentes attaques de la part de troupes où l'on relève la présence de quatre corps de cavalerie ennemis, ainsi que des XIXe corps d'armée et XXVIIe corps de réserve. Par là, l'attention du commandement britannique est appelée du côté de la Lys. Il demande à voir relever le plus tôt possible par des troupes françaises son 1er corps de la direction de Roulers, pour le porter à cheval sur la route de Menin. C'est pour répondre à ses vœux que j'engage sans retard le 9e corps français, au fur et à mesure de son arrivée, à la place du 1er corps britannique. La relève des britanniques, effectuée dans ces conditions, présente de sérieux inconvénients, dont le moindre est de ralentir l'action entreprise, mais elle a pour avantage de rendre bientôt à chaque armée alliée une zone d'action distincte : britannique du canal de La Bassée à la route d'Ypres à Menin ; française, de cette route à Dixmude ; belge, de Dixmude à la mer.

Nous ne pouvons reprendre l'offensive que le 25. Nous nous battons sur un vaste demi-cercle de près de cinquante kilomètres d'étendue, qui s'avance en saillant d'une vingtaine de kilomètres vers l'est. Les forces dont nous disposons sont malheureusement insuffisantes. Les britanniques ont toutes leurs troupes arrivées ; les français reçoivent lentement des renforts. Aussi les flancs ne sont gardés que par des troupes, principalement de cavalerie, étendues sur de grands espaces. Le 1er corps britannique ne réussit pas à vaincre la résistance allemande devant Becelaëre ; le 9e corps français, aux prises avec un adversaire renforcé et actif, ne progresse qu'au prix de grandes difficultés et ne gagne que peu de terrain vers Passchendaële.

Sur tout le front, et dès le 26, le choc est des plus violents, la lutte acharnée. En plusieurs points, des défenses en fil de fer sont déjà organisées par l'ennemi. Dans les trois journées suivantes, la bataille atteint le plus haut point de violence. Nuit et jour, animés d'un même esprit offensif, les deux adversaires se heurtent sans répit, dans une série d'attaques et de contre-attaques, sans qu'un résultat sensible puisse être enregistré. L'artillerie lourde allemande devient chaque jour de plus en plus nombreuse et nous ne parvenons pas à la contre

combattre efficacement, faute de grosses pièces. Par contre, les allemands sont arrêtés par les tirs de barrage bien ajustés de nos canons de 75, mais encore nous faut-il ménager les munitions. Elles sont en quantité limitée.

En résumé, après cinq jours d'offensive ininterrompue, les troupes alliées voient leurs efforts annihilés par un effort comparable de l'ennemi ; le choc a été brutal, mais stérile. Les forces adverses se font aujourd'hui équilibre. Une rupture en notre faveur ne pourrait résulter que de la mise en œuvre de nouveaux moyens plus puissants. L'inondation de l'Yser, arrêtant la bataille en aval de Dixmude, va nous permettre de consacrer le 32e corps français à la bataille d'Ypres ; le 16e corps français qui débarque va être prochainement complet. Mais ces renforts, quelque appréciables qu'ils soient, sont hors de proportion avec ceux que les allemands concentrent en même temps sur la Lys, et qui, dès le 30 octobre, vont faire sentir leur poids au front britannique, comme aussi avec ceux qu'ils amèneront du bas Yser, où la bataille est bien finie, et qu'ils appliqueront sur les corps français. C'est à un effort grandissant de l'ennemi qu'il va nous falloir tenir tête énergiquement pour l'arrêter dans sa marche sur Ypres, Dunkerque, Calais.

Notre offensive, décidément bloquée, doit se borner à disputer la position qu'elle tient. Mais, dans les terrains bas qui entourent Ypres, l'eau à fleur de terre empêche de construire des tranchées. Depuis la retraite de Charleroi, une grande partie de nos troupes manque d'ailleurs d'outils. L'organisation d'une défense continue est donc impossible ; elle comporterait en outre, par son étendue seule, des effectifs supérieurs à ceux que nous possédons. Enfin, une attitude passive de notre part témoignerait à l'ennemi d'un renoncement à l'action, d'un aveu d'impuissance qui ne pourrait que l'encourager à redoubler ses coups. C'est l'attitude offensive que nous maintiendrons ; nous nous défendrons en attaquant, utilisant la nature couverte et compartimentée du pays pour disputer à l'ennemi, par des contre-attaques répétées, tous ses gains de terrain, et, par plus d'activité dans l'emploi des réserves du centre à la périphérie de notre position demi-circulaire, pour tenir en échec ses efforts et réduire ses avantages.

Nous ne pouvions néanmoins envisager l'avenir sans inquiétude, en présence de notre pénurie de moyens et d'une durée de la bataille qui pouvait dépasser la capacité de résistance de nos troupes, comme aussi avoir raison de toute leur énergie. C'est devant cet horizon chargé de nuages menaçants que, du côté britannique, on examinait la possibilité d'organiser à Boulogne une place pouvant abriter une centaine de mille hommes, malgré les susceptibilités qu'une si solide installation pouvait provoquer en France.

Le 30 octobre, dans la partie nord du saillant d'Ypres, devant nos troupes des 9e et 32e corps et du 2e corps de cavalerie, la journée se passe sans incident sérieux. Mais, sur la face sud, à la droite du 1er corps et à la gauche du corps de cavalerie britanniques, les allemands déclenchent une puissante offensive, à laquelle prennent part le XVe corps, la 48e division de réserve et la 26e division d'infanterie, débouchant de la Lys entre Menin et Warneton.

Après avoir subi un feu d'artillerie d'une extrême violence, la cavalerie britannique (2e et 3e divisions), fortement étirée et dépourvue de soutien d'infanterie, est rejetée de Zanworde et d'Hollebeke sur Klein-Zillebeke et Saint-Éloi, à cinq kilomètres d'Ypres. En même temps, la 1ere division de cavalerie britannique perd en partie Messines. L'accès sud-est d'Ypres est de ce fait sérieusement facilité à l'ennemi, et dès à présent le nœud des communications des armées alliées, qui se croisent dans la ville, est sous le canon allemand. Heureusement, le général commandant le 9e corps français, mesurant la gravité de la situation, se porte au

secours de son voisin et dirige immédiatement sur Zillebeke toutes ses forces disponibles, trois bataillons d'infanterie, qui arrivent étayer à la nuit le front anglais.

Vers la fin de l'après-midi, un premier compte rendu de ces événements m'est apporté à mon quartier général de Cassel par le capitaine de Bertier De Sauvigny, officier de liaison près du maréchal French, sans que j'en puisse même mesurer toute la portée. D'une façon générale, dans la bataille moderne, où l'on ne voit rien de jour, surtout en pays couvert, on ne connaît les résultats obtenus que par les comptes rendus indiquant les localités tenues par les troupes en fin de journée. Mais, dans le cas de rupture ou simplement de déplacement du front en arrière, les comptes rendus sont tardifs, incertains, incohérents, les troupes ayant peu de liaison entre elles. C'est au total dans les circonstances

graves, que le commandement est le plus mal informé par les exécutants et qu'il risque de ne pas avoir le temps de réparer le mal subi, par des dispositions nouvelles. J'attendais le renseignement d'un officier de mon état-major, le capitaine Réquin, envoyé sur place dès le matin. Cet officier me faisait savoir, vers 22 heures, qu'il y avait certainement une solution de continuité dans le front de la cavalerie anglaise, qu'elle ne pourrait combler faute de moyen. Par cette brèche, si elle n'était rapidement fermée, c'est Ypres que l'on peut atteindre. Je demande aussitôt par téléphone au grand quartier général britannique à Saint-Omer si l'on a des renseignements précis sur la situation finale de la journée, en particulier dans la région d'Hollebeke et de Saint-Éloi, et comme on me répond que l'on ne sait rien de plus, je téléphone que je pars immédiatement pour Saint-Omer trouver le maréchal French. Il va être minuit. à attendre davantage, nous risquons de voir, dans la matinée du lendemain, l'ennemi foncer dans la trouée qu'il a ouverte, ou tout au moins s'installer solidement à faible distance d'Ypres, y interdire toute circulation, et par là imposer la retraite, sous son canon, de nos troupes qui combattent à l'est de la ville, c'est-à-dire de la majeure partie de l'armée. Ce serait le désastre presque consommé.

J'arrive à Saint-Omer à minuit et demi. Je vois mon ami le général Wilson et fais réveiller le maréchal French. Nous examinons ensemble la situation. Les britanniques n'ont aucune force disponible pour boucher le trou. De mon côté, dans la matinée du 31, j'aurai à Elverdinghe huit bataillons du 16e corps débarqués. Un certain nombre s'y trouve déjà. Je propose au maréchal de les envoyer sans retard pour fermer la brèche de sa ligne anglaise, mais il n'y a pas une minute à perdre pour que leur transport puisse être effectué avant le jour. Le maréchal ému me témoigne chaleureusement sa reconnaissance. Rentré à Cassel à 2 heures du matin, j'ordonne immédiatement que les bataillons de la 32e division, en cours de réunion à Elverdinghe, seront aussitôt, et à mesure de leur arrivée, transportés en automobile à Saint-Éloi et engagés en liaison avec les troupes britanniques. Nous avons ainsi réparé les effets d'une surprise sérieuse ; ils eussent pu être profonds.

Nous n'étions pas au bout de nos peines. Dès l'aube du 31, la lutte reprend sur tout le front avec la même intensité que la veille, sans grand événement sur la branche nord du saillant d'Ypres que tiennent les corps français, mais dans des conditions graves à la branche sud que tient l'armée britannique. Là, l'ennemi renforcé d'un nouveau corps d'armée, le IIe bavarois, et excité par son succès de la veille, multiplie ses attaques de Gheluwelt à Messines.

La 1ere division anglaise, malgré une très belle résistance, ne peut se maintenir dans Gheluwelt qui tombe au pouvoir des allemands. Brisée, la ligne anglaise reflue, au milieu de l'après-midi, dans les bois entre Veldhoek et Hooge. Le château d'Hooge est violemment bombardé. Les commandants des deux premières divisions anglaises, ainsi que plusieurs

officiers de leurs états-majors, sont tués ou blessés. La situation est critique. Le commandement anglais la voit à ce point compromise qu'il envisage la retraite de tout le 1er corps britannique. Une pareille décision était l'aveu et le commencement d'une défaite, et d'une défaite qui pouvait se transformer en désastre, par la situation dans laquelle elle laissait les troupes de la branche nord du saillant, en grande partie coupées de leurs communications. Un hasard providentiel allait permettre de conjurer ce désastre.

À l'heure où le repli anglais va commencer, je me trouve à la mairie de Vlamertinghe avec les généraux D'Urbal, commandant l'armée, et Dubois, commandant le 9e corps, lorsque j'apprends par le commandant Jamet, officier de liaison français près du général Haig, commandant le 1er corps britannique, la gravité des événements survenus sur le front britannique. Au même moment, entre 15 et 16 heures, passe à Vlamertinghe le maréchal French. Il vient de quitter son 1er corps au château d'Hooge. Apprenant ma présence à la mairie, il m'y rejoint, et la conversation s'engage aussitôt sur la situation du moment et la décision de retraite qui va être exécutée. Il fait un tableau particulièrement noir de l'état du 1er corps d'armée. Les troupes sont en pleine retraite sur Ypres, l'artillerie lourde se retire au trot vers l'ouest, les routes sont encombrées et obstruées de voitures à munitions et de véhicules de toute sorte, comme aussi par la foule des blessés affluant vers Ypres. C'est le commencement de la défaite. Avec des troupes aussi éprouvées, impossibles à réunir et à reconstituer, la ligne anglaise est finalement brisée, et si on leur demande de continuer la bataille, le maréchal, dit-il, n'a plus qu'à aller se faire tuer avec le 1er corps britannique.

Sans méconnaître aucunement la violence de la crise que traverse le 1er corps britannique, j'envisage par-dessus tout la gravité des crises que sa retraite prépare aux armées alliées, engagées à plusieurs kilomètres autour d'Ypres et bientôt à leur cause. Devant le formidable assaut que nous subissons, tout mouvement de recul consenti de notre part appelle sur nous les flots d'une vaste attaque concentrique, que nous ne pouvons ni enrayer ni endiguer.

En arrière de notre ligne de combat, la nature ne nous offre aucun obstacle à utiliser ; nous n'avons pu, faute de temps, organiser une position de repli. Une retraite dans ces conditions, avec les effectifs relativement faibles que nous présentons, et dans le terrain vaste mais morcelé de la bataille, va promptement se transformer en débâcle, surtout de jour, nous jeter désemparés et désorganisés dans la plaine flamande, pour être promptement emportés jusqu'à la côte. Mais, d'ailleurs, le 1er corps britannique est seul en retraite, nos autres corps tiennent toujours ; le 9e corps français peut mettre des réserves à sa disposition ; le lendemain doivent arriver de nouveaux renforts français. Pour le moment, je demande donc que le 1er corps britannique soit à tout prix maintenu sur place, et je vais faire attaquer, afin de le dégager le plus possible de l'étreinte de l'adversaire.

En même temps que je formule cette manière de voir, j'en écris les principes, en quelques lignes, sur une feuille de papier, tant pour bien fixer mes idées que pour les communiquer sous une forme définie et précise à mon interlocuteur. Ce papier assez informel est remis par moi séance tenante au maréchal French. Il porte :

Il est absolument indispensable de ne pas reculer, et pour cela de tenir, en s'enterrant, le terrain sur lequel on se trouve. Cela n'empêche pas de faire organiser une position en arrière qui se lierait à Zonnebeke à notre 9e corps.

Mais tout mouvement en arrière exécuté par un ensemble de troupes déterminerait une poussée de l'ennemi, et un désordre sans doute des troupes, qui doivent le faire écarté absolument.

La 2e division britannique en particulier semble devoir être maintenue aux environs de Zonnebeke en liaison avec le 9e corps français.

L'heure avancée de la journée permet cette organisation. Il est inutile de reculer, dangereux en plein jour de le faire.

Le maréchal a le bon sens et la droiture de le prendre. Il ajoute au verso quelques mots de sa main, exprimant qu'il se rallie entièrement à ma manière de voir, et l'envoie pour exécution au général Haig par son aide de camp, le commandant Barry, accompagné de son secrétaire particulier Fitz Gerald. Tout mouvement de retraite du 1er corps britannique est contremandé ; la bataille est à poursuivre sur les emplacements que l'on tient actuellement, sans reculer davantage. La valeur des troupes va se montrer à la hauteur de cette décision capitale. Le soir même, la défense anglaise est de nouveau établie sur ses positions. Le 1er corps britannique, si éprouvé ce jour-là, le sera encore fortement plusieurs jours de suite. Il ne quittera, malgré tout, la position qu'il a maintenue au prix de ses sacrifices, qu'après le 15 novembre, une fois la bataille complètement et heureusement terminée. Quels résultats n'a-t-il pas par là assurés à son pays ?

De part et d'autre du canal d'Ypres, l'intervention rapide des troupes françaises, dans la journée du 31, rétablit les affaires, en soulageant la droite du corps Haig et la gauche du corps de cavalerie Allenby.

Immédiatement au nord du canal, le général Moussy, qui a constitué un détachement avec les troupes françaises du 9e corps envoyées successivement depuis la veille à Zillebeke, attaque, conformément aux ordres qu'il a reçus, le parc et le château d'Hollebeke.

Après avoir gagné quelques centaines de mètres, il est en butte à une offensive puissante de l'ennemi, qui le cloue sur place. Toute progression lui devient impossible, mais il se maintient héroïquement sur ses positions, malgré un bombardement très violent et des pertes très sensibles.

Sur la rive sud du canal, précédées par de la cavalerie, les premières troupes du 16e corps, sous les ordres du colonel De Woillemont, attaquent en direction d'Houthem. Elles se heurtent bientôt à la 26e division allemande qui fait effort sur Saint-Éloi, et, de même que le détachement Moussy, elles ne peuvent mieux faire que de se maintenir sur place, où elles résistent à tous les assauts ennemis.

Plus à droite, le corps de cavalerie Allenby, après avoir été chassé de Messines dans la matinée, réoccupe au soir ce point d'appui.

En résumé, la journée du 31 octobre a été caractérisée par une lutte acharnée et sanglante. La retraite du 1er corps anglais vers Gheluwelt en a marqué la crise la plus grave ; malgré tout, nous sommes parvenus à mettre en échec les efforts de l'ennemi. Ceux-ci vont redoubler dans les journées suivantes.

Pour les déjouer, comme aussi pour soulager le 1^{er} corps anglais, je prescris au général D'Urbal que, le 1er novembre, deux attaques seront effectuées de part et d'autre de ce corps d'armée. Elles vont viser à déborder et à envelopper les troupes allemandes qui l'attaquent de front. Rentré le soir à mon quartier général de Cassel, je rédige l'instruction suivante, qui résume cette décision et que j'adressai à la fois au général D'Urbal et au grand quartier général britannique :

Que le 1er corps anglais et la division Rawlinson tiennent et organisent solidement la position depuis la droite du 9e corps français jusqu'à Klein Zillebeke.

À sa gauche, le 9e corps français attaquera en prenant sa direction sur Bécelaëre et à l'est.

Les troupes françaises du général D'Urbal attaqueront en partant du front Saint-Éloi, Wystchaëte sur Hollebeke.

Des troupes françaises nouvelles arriveront dans la matinée en renfort.

Les bataillons du 9e corps déjà mis à la disposition du général Douglas Haig devront être lancés à l'attaque ou bien remis à la disposition du général D'Urbal.

Ce dernier paragraphe souligne une fois de plus l'idée bien arrêtée du haut commandement français que les renforts envoyés sur tel ou tel point menacé n'aillent pas se fondre dans la ligne de bataille, mais qu'au contraire leur entrée en ligne se manifeste toujours par un mouvement offensif, seul capable d'en imposer à l'ennemi.

La lutte reprend le 1er novembre, au point du jour, et se poursuit toute la journée avec la plus grande violence. La crise sur notre front va atteindre au degré le plus aigu sur la route de Menin, comme aussi vers Messines. Les troupes françaises de la branche nord du saillant d'Ypres poursuivent en vain leurs efforts pour progresser ; le 1er corps britannique maintient non sans peine ses positions et repousse tous les assauts ennemis, il a reçu deux bataillons de zouaves de la 42e division française.

Par contre, c'est la même impuissance dans les attaques que nous entreprenons, au 9e corps d'armée et au détachement Moussy, de part et d'autre du 1er corps d'armée britannique. Les attaques allemandes continuent également très violentes sur le corps de cavalerie Allenby, qui, manquant de soutien d'infanterie, se voit rejeter du point d'appui important de Messines. L'intervention des troupes de notre 32e division arrête à temps l'attaque ennemie de ce côté, et par là permet à la ligne anglaise de se rétablir. J'en apprends les nouvelles successives à Vlamertinghe, au début de l'après-midi. Je demande aussitôt à voir le maréchal French, qui se trouve à son poste de commandement de Bailleul ; il accourt à Vlamertinghe, et j'insiste de nouveau auprès de lui pour que les positions anglaises soient maintenues à tout prix, reprenant les mêmes arguments que la veille.

Le maréchal French cependant continue à se montrer très inquiet et insiste sur l'état de fatigue de ses troupes. J'ordonne, pour rétablir la situation du côté de Messines, que le 1er corps de cavalerie français se porte dans la région sud-ouest de Poperinghe, et envoie d'urgence ses forces les plus proches en renfort au général Allenby. La journée du 1er novembre a été particulièrement dure et cela ne sera pas la dernière de cette rigueur. L'ennemi a tout fait pour la rendre décisive. Le commandement a monté au plus haut point le moral des troupes. Le duc de Wurtemberg, commandant la 1^{re} armée, le prince Rupprecht De Bavière, commandant la

vie, le général von Diemling, commandant le vie corps, leur ont adressé des ordres significatifs. **La percée sur Ypres sera d'une importance décisive...** elles ont donné sans compter. Le kaiser devait entrer ce jour-là à Ypres. Dans la matinée, il était venu de Thielt à Menin. Il devait être à 15 heures à Gheluwe.

La résistance des troupes alliées avait une fois de plus ruiné les espoirs de l'ennemi. Entre temps, j'avais été convoqué à Dunkerque, pour recevoir à 16 heures le président de la république et un certain nombre de personnalités politiques. On arrivait de Paris, croyant la bataille beaucoup plus avancée et la victoire acquise ; nous en étions encore loin. Retenu par les événements de la bataille, je ne pus m'y trouver que vers 18 h. 30 ; mon chef d'état-major, le colonel Weygand, m'y avait précédé dès 16 heures pour expliquer mon retard. Avec le président se trouvaient M. Millerand, ministre de la guerre, le général Joffre, M. Ribot, ministre des finances, lord Kitchener, ministre de la guerre britannique, et M. Paul Cambon, ambassadeur à Londres. Ces deux derniers venaient de traverser la Manche. Le contrecoup de nos secousses des derniers jours s'était déjà fait sentir en Angleterre. Lord Kitchener en particulier était très inquiet et m'aborda en disant : **eh bien ! Nous sommes battus.** Je lui répondis que nous ne l'étions pas et que j'espérais bien que nous ne le serions pas. Je contais dans le détail les événements des trois dernières journées en particulier, qui avaient infligé des pertes sérieuses aux armées alliées, et comme je concluais que nous demandions au ministre de la guerre britannique de nous envoyer le plus tôt possible des renforts, lord Kitchener, en ce 1er novembre 1914, alors que les jours nous paraissaient longs comme des mois, me répondit : **le 1er juillet 1915, vous aurez en France un million de soldats anglais instruits. Avant cette date vous n'aurez rien ou à peu près. Dans un ensemble parfait, nous reprenions : nous ne demandons pas tant, mais nous le voudrions plus tôt et de suite,** et lui de répondre : **avant cette date ne comptez sur rien.** Il nous restait donc à passer encore, sans plus d'aide, bien des heures difficiles.

Néanmoins, dans sa conversation, j'avais été frappé de sa juste vision de la guerre, à laquelle il prévoyait une longue durée. C'est dans cet esprit d'ailleurs que ce puissant organisateur avait, dès le mois de septembre, au lendemain de la Marne, entrepris dans l'empire britannique la formation de considérables armées.

Après avoir terminé mon compte rendu sur le présent et fixé mes idées sur les renforts à recevoir, je prenais promptement congé du président de la république et de son entourage, pour rentrer à mon quartier général de Cassel connaître les résultats définitifs de la journée, et arrêter les décisions à prendre pour le lendemain. Après une nuit agitée par la canonnade et la fusillade ininterrompues, la lutte reprend le 2 novembre sur tout le front.

Sur la branche nord, il ne se produit pas d'événement important, mais, au sud de la voie ferrée d'Ypres à Roulers, les allemands, renforcés d'une nouvelle division, attaquent et font sur certains points des efforts acharnés.

Dans le voisinage de la voie ferrée, en direction de Zonnebeke, ils sont arrêtés par une brigade de la 6e division de cavalerie et des troupes de la 18e division françaises. Plus au sud, ils réussissent à faire céder la ligne anglaise à l'est et au sud de Veldhoek, jusqu'à s'ouvrir ainsi de nouveau la route d'Ypres. Mais le danger est conjuré par l'intervention du général Vidal du 16e corps, qui jette ses troupes disponibles sur Veldhoek et enraye de ce côté l'attaque allemande.

Pendant ce temps, la situation est très critique au sud du canal, où un détachement, sous les ordres du colonel Olleris, assailli dès le point du jour, cède sous le choc et se trouve rejeté jusqu'à Saint-Éloi.

Pour le dégager, le détachement Moussy essaye en vain de déboucher au sud du canal, il ne parvient pas à développer son action. La situation reste des plus difficiles jusqu'à 17 heures, heure où notre artillerie reprenant le dessus fauche les rangs ennemis et les cloue sur place.

La journée du 2 novembre a été marquée encore par une lutte acharnée et sanglante. L'activité de nos détachements, intercalés dans le front, a paré à la particulière violence, sur certaines directions, de l'assaut général de l'ennemi.

L'épuisement des troupes commence à être grand. Le 1er corps britannique, en particulier, fort de trois divisions, ne présente plus que neuf mille fusils en ligne. On soupire après une détente et il y a heureusement des raisons très sérieuses de penser que la journée du 2 marquera la fin des attaques allemandes, sur le front anglais du moins. Les échecs subis par l'ennemi dans les dernières journées, ainsi que les pertes très sérieuses qu'il a ressenties, ne peuvent pas ne pas l'avoir éprouvé profondément.

Dans la matinée de ce même jour du 2 novembre, j'avais reçu de bonne heure, à mon quartier général de Cassel, la visite du président de la république. Il avait vu le roi des belges à Furnes, il était accompagné du général Joffre et de M. Millerand. L'hospitalité que j'offrais à [l'hôtel du sauvage](#) à ces hôtes illustres ne manquait pas de se ressentir de la sévérité des épreuves que nous traversions, mais elle était empreinte de la plus grande confiance et surtout d'une résolution bien ferme de tenir tête à l'invasion en l'arrêtant définitivement. La nuit du 2 au 3 se passe dans un calme relatif.

Dans la journée du 3, les allemands, se sentant réduits à l'impuissance, entreprennent, comme ils ont la coutume de le faire en pareil cas, un bombardement systématique d'Ypres. Ils ne procèdent par ailleurs qu'à des attaques partielles, sans résultat. Il en est de même dans la journée du 4. Au total, à cette date, la ruée concentrique sur Ypres a échoué. Malgré l'accumulation des effectifs et des moyens matériels mis en œuvre, elle s'est brisée contre un mur d'airain formé de forces moindres, elle ne peut être prolongée. L'état-major allemand se voit contraint de réduire ses ambitions.

Impuissant, dans une attaque de masses, à renverser sur tout son pourtour la barrière des alliés et à enlever le centre d'Ypres qui lui ouvre la route de la côte, il va essayer de faire sauter le saillant qu'elle constitue, en attaquant les deux charnières, celle du nord et celle du sud d'Ypres.

À défaut du succès stratégique qui lui a échappé, il terminera du moins l'aventure des Flandres par un succès tactique, qui, en consolidant sa situation sur le front d'occident, lui permettra de se retourner plus librement contre la Russie. Ce résultat, il peut d'ailleurs l'obtenir sans même conquérir Ypres, car un progrès notable aux charnières du saillant lui permettrait, par son canon approché au sud et au nord, de gêner nos communications convergeant à Ypres, au point de nous obliger à replier nos troupes du demi-cercle. C'est ainsi que les intérêts des deux adversaires, après s'être rencontrés dans une lutte violente à l'est de cette ville, vont encore se heurter au nord et au sud.

Dès le 5, l'ennemi, renforcé d'une nouvelle division, attaque violemment au sud, dans la région de Wytschaëte, tandis que nous progressons vers Messines. En même temps, au nord, il engage avec succès le IIIe corps de réserve, retiré du front inondé de l'Yser, sur Bixschoote et Langemarck. Partout ailleurs il reste sur la réserve.

Ces actions se poursuivent avec la plus grande violence dans la journée du 6, se concentrant au sud sur les deux rives du canal d'Ypres, où se produit pour nous une crise assez sérieuse, et au nord sur le front Bixschoote-Langemarck, où elles échouent avec des pertes sanglantes pour l'adversaire. Ce sont des journées coûteuses pour la jeunesse allemande.

La bataille reprend avec acharnement le 7, surtout au sud, où la crise s'accroît aux abords du canal. Nous perdons Klein-Zillebeke ; la situation n'est rétablie que dans la journée du 8, où nous rejetons l'ennemi à la voie ferrée d'Ypres à Comines. Après une journée du 9 sans événement capital, la lutte recommence énergique dans la journée du 10. L'effort allemand se porte principalement au nord d'Ypres. Définitivement immobilisé de Nieupoort à Dixmude par l'inondation, il a pu récupérer sur le bas Yser des forces importantes ; il va les engager dans le terrain encore abordable qui commence à Dixmude et s'étend en amont. Dès le matin, il prononce une très grosse offensive sur tout le front de l'Yser, avec l'intention évidente de franchir le fleuve. Son effort se porte principalement sur Dixmude et Steenstraete.

Nos fusiliers-marins sont rejetés de Dixmude et contraints de repasser sur la rive gauche de l'Yser, où ils occupent une position précédemment organisée. Une partie de notre 32e corps est également rejetée sur la rive gauche de l'Yser. Par là, nous perdons les débouchés sur la rive droite, et nous voyons se rétrécir le goulot d'Ypres.

Fait plus grave encore, l'ennemi parvient à franchir l'Yser à Poesele et à jeter quelques éléments sur la rive gauche du fleuve. Il y a là une menace des plus sérieuses ; nous ne parviendrons à la faire cesser, en rejetant l'ennemi sur la rive droite, que par l'entrée en ligne de forces nouvellement arrivées du 20e corps.

Mais, le 11, les allemands, poursuivant leur entreprise, attaquent fortement au sud. Le bombardement d'Ypres a redoublé de violence dans la nuit, il se poursuit dans la matinée. L'attaque se développe ensuite avec de nouveaux moyens, dont une division de la garde, de Kapellerie à Veldhoek. En même temps, au nord, l'ennemi tente d'étendre son occupation sur la rive gauche de l'Yser. C'est une journée de sérieuse bataille encore. Malgré la violence de ses efforts, l'ennemi ne peut enregistrer aucun succès important. Il est contenu sur tout le front et même, sur certains points, obligé de céder du terrain.

Le 12, la lutte se poursuit sans donner plus de résultats. Le 13, on ne se bat plus que dans la direction de Zonnebeke. Avec cette dernière tentative, prend fin la série des combats violents engagés devant Ypres. Par la suite, il y aura bien quelques combats encore assez vifs, ce ne seront que des actions locales. Le 13, la bataille d'Ypres s'éteint. Les tentatives allemandes pour faire sauter le saillant d'Ypres, en l'attaquant à la charnière nord et à la charnière sud, ont amené deux sérieuses batailles de plusieurs jours. Elles sont restées sans résultat. Le 18 novembre, les armées se trouvent entièrement stabilisées de part et d'autre.

Dès l'arrêt de la bataille, nous profitons du répit laissé par les événements pour reconstituer nos grandes unités et les faire reposer. L'arrivée des renforts envoyés par le général en chef facilite grandement ces opérations.

Beaucoup de nos troupes étaient à bout de forces ; leur relève s'imposait d'une façon urgente. J'avais entrepris avec le maréchal French des négociations sur le partage du front à tenir et sa répartition entre les forces alliées. Après plusieurs journées d'entretien très serré, car chaque armée était fortement épuisée, nous arrivions à une entente fixant les zones à tenir par chacune d'elles.

En définitive, à la date du 20 novembre, les forces alliées dans le nord de la France comportent :

1. Derrière l'Yser inondé, l'armée belge, encadrée à droite par la 89e division territoriale, à gauche par la 81e division territoriale, ces deux divisions renforcées d'éléments actifs ;
2. Sur le pourtour du saillant d'Ypres, s'étendant de Knocke à Wytschaëte, la 8e armée française ; elle a en ligne, du nord au sud, les 32e et 20e, 9e et 16e corps ; elle dispose de la valeur d'une division et demie en réserve. Je garde en outre à ma disposition la brigade de fusiliers-marins, **la 87e division territoriale**, le 1er et le 2e corps de cavalerie.
3. De Wytschaëte à Festubert, l'armée britannique, ayant en première ligne, de gauche à droite : les 2e, 3e, 4e corps et le corps indien. Le 1er corps et le corps de cavalerie sont en réserve.
4. De Festubert à Beaumetz-Les-Loges, la 10e armée française avec, en première ligne, du nord au sud, les 21e, 33e et 10e corps.

L'organisation des positions défensives de deuxième ligne est vivement poussée dans le secteur d'Ypres. Toujours incertains de la situation de l'adversaire, nous entreprenons en même temps des reconnaissances d'avions et de cavalerie, en vue de déterminer si des mouvements de retrait de troupes ennemies ne sont pas en cours, et nous demandons à la marine de Dunkerque de déterminer les emplacements des batteries allemandes de la côte, au nord de Nieuport.

Ces reconnaissances constatent que les tranchées allemandes sont fortement occupées. Elles se heurtent partout à des coups de fusils et à des coups de canons. Celles de la marine ne peuvent s'aventurer dans les champs de mines semées contre les sous-marins au débouché des rades belges. Au total l'ennemi semble s'installer solidement sur ses positions.

Chapitre IV — Les événements sur le reste du front des armées du nord.

17 octobre-20 novembre.

Combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques, 17 octobre-9 novembre. – lutte autour d'Arras. – attaque de la 2e armée française. – offensive franco-belge de Nieuport, 7-12 novembre.

L'action ne s'était pas bornée à une lutte violente dans les Flandres et autour d'Ypres. Elle s'était étendue en même temps aux autres parties du front des armées du nord. Elle s'était accompagnée de : 1. Combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques, du 17 octobre au 9 novembre ; 2. Une lutte autour d'Arras, pendant la même période de temps ; 3. Une attaque entreprise par la 2e armée française, plus au sud, les 28 et 30 octobre ; 4. Une offensive franco-belge en avant de Nieuport, du 7 au 12 novembre.

1. Les combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques (17 octobre-9 novembre).

Poursuivant leur mission initiale d'offensive, les 2e et 3e corps britanniques, dont la liaison était assurée par le corps de cavalerie Conneau, avaient continué d'attaquer, du 17 au 20 octobre, entre Givenchy et Messines. Le 3e corps enlevait Armentières, le 2e échouait sur La Bassée. À partir du 21, l'ennemi renforcé passait à son tour à l'attaque. Dans une action de plusieurs jours, il refoulait légèrement le corps de cavalerie français, puis, lançant de violentes attaques sur les corps britanniques, il repoussait leurs lignes sur le front : Givenchy, Neuve-Chapelle, dont il s'emparait. Partout ailleurs, le front allié résistait avec succès. Après un dernier effort, le 2 novembre, dans la région de Neuve-Chapelle, où le 21e corps français venait soutenir le 2e corps britannique et arrêta tout progrès, l'ennemi impuissant abandonnait ses tentatives au sud de la Lys, pour reporter ses efforts dans la région au nord de la rivière, en union plus étroite avec les tentatives sur Ypres. De là, de violents combats sans résultats, les 7 et 8 novembre, à la liaison est du bois de Ploegsteert.

2. la lutte d'Arras (17 octobre-9 novembre).

Dans le même temps, on continuait à se battre sur le front Arras-La Bassée. Cherchant à améliorer ses positions, la 10e armée française luttait pour la possession de quelques points d'appui, comme Carency, Albain-Saint-Nazaire, Vermelles, où l'ennemi était solidement accroché. Cette lutte se poursuivait par tous les moyens durant la deuxième quinzaine d'octobre, sans modifier notablement la situation. De leur côté, les allemands s'acharnaient plus particulièrement contre les deux ailes de la 10e armée, au sud visant à Saint-Laurent le saillant d'Arras, au nord cherchant à progresser le long du canal de La Bassée. Du 22 octobre aux premiers jours de novembre, ils réussissaient, après des combats opiniâtres, à se rendre maîtres de Saint-Laurent, sans pouvoir étendre leur succès. La lutte s'éteignait alors progressivement de part et d'autre. À partir du 9 novembre, le front d'Artois ne donnait plus lieu à aucun incident notable.

3. les attaques de la 2e armée française (28-30 octobre).

Se conformant aux directives du général commandant en chef, prescrivant des offensives en différents points du front pour rompre les lignes adverses, la 2e armée avait entrepris, à partir du 28 octobre, des attaques au nord et au sud de la Somme. Ces attaques ne gagnaient que peu de terrain. Le 3 novembre, les combats prenaient fin de part et d'autre, et, le 4, la 2e armée cessait, par ordre du général en chef, de relever de mon commandement.

4. l'offensive alliée en avant de Nieuport (7-12 novembre).

Comme on l'a vu plus haut, dès les tout derniers jours d'octobre, l'inondation de la vallée de l'Yser avait obligé les allemands à se replier sur la rive droite du fleuve, ne laissant sur la rive gauche que quelques éléments d'avant-postes dans des fermes isolées. Des chaussées encore à fleur d'eau permettaient l'accès à ces fermes. D'autre part, l'inondation ne commençant qu'au sud de Nieuport, il restait une partie de terrain libre entre cette ville et l'embouchure de l'Yser. Les belges avaient même organisé en avant de Nieuport, sur la rive droite de la rivière, une solide tête de pont. J'avais décidé de mettre à profit cette situation pour lancer une attaque contre l'extrême droite allemande. Cette opération, outre qu'elle répondait aux intentions exprimées par le général en chef, était susceptible d'avoir une répercussion heureuse sur la bataille engagée devant Ypres. Les allemands avaient retiré du front de l'Yser leurs meilleures

unités et nous pouvions, dans ces conditions, tenter l'entreprise, même avec des troupes incomplètement réorganisées. J'arrêtais avec le général Willemans, chef d'état-major de l'armée belge, dans une réunion tenue à Cassel le 6 novembre, les détails de l'attaque. Elle comportait une action de la 81^e division territoriale, débouchant de Nieuport et attaquant sur Lombartzyde-Westende, et une action de l'armée belge, appuyée par de l'artillerie lourde française, visant à rejeter les détachements ennemis de la rive gauche de l'Yser. Les opérations se poursuivirent du 7 au 11 novembre, sans que des progrès appréciables pussent être réalisés. L'ennemi engageait dans la bataille une division de marine, fraîchement débarquée à Ostende... le 12, l'offensive était suspendue.

Comme on le voit, pendant que la lutte avait pris une activité des plus grandes autour d'Ypres, elle s'était étendue et entretenue avec une activité, variable il est vrai, sur un front de plus de cent cinquante kilomètres, de Nieuport à Roye. Cette étendue nous avait obligés tout d'abord à y consacrer toutes les forces dont nous disposions. Par là, nous avons été privés de toute réserve, et nous étions constamment menacés du danger de ne pouvoir faire face à une percée de l'ennemi, sur un point de ce vaste front de combat, que par des troupes déjà en ligne.

Chapitre V — Coup d'œil d'ensemble sur la bataille des Flandres.

L'action alliée faite de solidarité et d'activité. – la valeur des troupes. – les forces en présence. – les résultats obtenus. – puissance de la défensive ; importance du matériel. – programme d'avenir. – visite et mort de lord Roberts. – visite du roi Georges V. – l'exercice du commandement dans une coalition.

Pour mener aussi longtemps une action aussi étendue, que les circonstances avaient particulièrement enchevêtrée, avec des éléments hétérogènes, bientôt entremêlés, toujours en nombre réduit et d'une arrivée tardive, il nous avait fallu une étroite union d'abord du commandement, cherchant à connaître la situation réelle de cette bataille difficile à embrasser dans son ensemble. De là, un service de liaison très actif entre les combattants alliés, comme entre les commandants de leurs unités. De là, un admirable esprit de solidarité, une confraternité d'armes inoubliable, appelée à créer pour longtemps un solide lien d'amitié entre les nations alliées.

Les chefs alliés se voyaient fréquemment au cours de la journée. Mais, en fin de journée, pour aligner nos affaires et préparer les ordres pour le lendemain, je convoquais souvent à 20 heures, à Wormoudt, le général D'Urbal, dont le quartier général était à Rousbrughe, et presque chaque jour je recevais à 22 heures, à mon quartier général de Cassel, le général sir H. Wilson, m'apportant les renseignements et les intentions du grand quartier général britannique de Saint-Omer. Nous vivions de même dans une entière unité de vue avec le grand quartier général belge, toujours à Furnes. Jamais peut-être la devise de nos alliés **l'union fait la force** ne trouva une consécration mieux établie, en la prolongeant de l'application par tous de la plus grande activité. Quel faisceau de volontés s'éclairant mutuellement et se dépensant sans compter ne réunit pas cette bataille en commun ! C'est là certainement qu'il faut trouver l'explication de cette grande défense improvisée, capable de résister, victorieusement pour finir, à une formidable attaque, puissamment montée et obstinément répétée, et soutenue pendant près d'un mois.

J'étais, bien entendu, resté en relation étroite avec mon général en chef. Bien que je ne l'eusse pas vu depuis le 2 novembre, nos échanges de vues avaient été quotidiens. Sans méconnaître aucunement l'importance de l'action engagée dans les Flandres, il ne pouvait y consacrer

immédiatement la totalité des forces qu'elle exigeait. Il était obligé, avec ses armées fortement éprouvées par deux mois de dure guerre, et faiblement approvisionnées en artillerie, en engins de toute nature, comme aussi en munitions, de pourvoir à la sécurité d'un front encore peu organisé et dont la longueur s'était rapidement élevée à près de six cents kilomètres, des Vosges à la Lys.

Quelle surprise l'ennemi ne pouvait-il pas effectuer sur une pareille étendue, où les deux partis étaient partout en contact étroit ? C'est ce qui explique l'arrivée en quelque sorte goutte à goutte de renforts, à la bataille d'Ypres, comme aussi la durée d'action qu'il a fallu demander aux troupes qui s'y trouvaient engagées dès le début. On était bien obligé de les y maintenir, puisqu'il n'y en avait pas d'autres pour les relever. Leur valeur a été à la hauteur de toutes les nécessités de la lutte. Pour n'en citer que deux exemples, rappelons le 1er corps britannique cruellement éprouvé dès le 31 octobre, et déjà sur la route de la retraite ce jour-là, mais reprenant aussitôt toute son ardeur à la bataille, subissant encore de violentes attaques et ne quittant le terrain que le 18 novembre après l'arrêt définitif de l'ennemi. Citons également le 9e corps, la 42e division et les corps de cavalerie français, engagés sans discontinuer dans la bataille, du 23 octobre au 15 novembre, et relevés seulement quelques jours plus tard. Quelle ténacité et quelles fatigues représentaient de pareils efforts !

En définitive, la bataille d'Ypres s'est étendue sur un front de 45 kilomètres, depuis Nordschoote jusqu'à la Lys d'Armentières. Les allemands y ont engagé la valeur de quinze corps, les alliés la valeur de dix. Le 31 octobre, les français tenaient 25 kilomètres de ce front et les anglais, 20 ; le 5 novembre, les français en tenaient 30 et les anglais 15. Comme on le voit, les troupes françaises, par l'étendue du front qu'elles occupaient, et par leur nombre, ont entretenu et soutenu la majeure partie de la bataille. Aussi serait-il contraire à la vérité de faire de la bataille d'Ypres une bataille et une victoire exclusivement anglaises.

Dans les deux camps opposés, les pertes étaient très fortes. Pour avoir raison d'une résistance obstinée, les allemands avaient engagé une artillerie lourde très supérieure à celle des alliés et comprenant de nombreux canons de gros calibre, jusqu'au 380. Leurs troupes de réserve, particulièrement ardentes, mais surprises et déconcertées par la ténacité de l'adversaire, avaient été poussées dans les assauts violents et bruyants, en des formations massives d'où étaient résulté pour elles des hécatombes sérieuses. Leur moral en était atteint. L'impression se transmit profonde en Allemagne. Un an plus tard, le *lokal anzeiger* écrira : *Jour de Langemarck : jamais les plaines des Flandres n'ont été arrosées de tant de sang, malheureusement du sang pur de notre jeunesse la plus fière et la plus belle. Aussi ne verra-t-on jamais autant de larmes en Allemagne que ce jour-là...* et la *gazette de Francfort* : *Ces régiments se sont jetés dans la mort. Des sacrifices immenses et irréparables ont été faits ce jour-là. Les jours brumeux de l'automne réveillent pour beaucoup d'entre nous des souvenirs effrayants, des douleurs vives et inconsolables.*

Dès le 13, je pouvais adresser au général en chef un rapport d'ensemble dans lequel je résumais les événements, comme aussi les conséquences de nos grandes rencontres. En voici le début et la fin :

Mon général,

Les attaques de l'ennemi s'arrêtent. Il semble abandonner l'idée d'enlever Ypres – et par là renoncer à son plan débordement de notre gauche.

Les renforts que vous avez bien voulu m'envoyer sont en grande partie arrivés, ils continuent à débarquer sans interruption. Un certain nombre sont déjà en première ligne, relevant les troupes engagées ; les autres s'y portent.

Pendant ce temps, les compagnies du génie organisent ou renforcent des positions, avec tous les éléments disponibles. On regroupe nos unités mélangées.

Notre situation se consolide donc et s'améliore à chaque instant. Il en est de même de l'armée anglaise. Si donc l'ennemi reprend ses attaques, nous sommes en meilleure situation que jamais pour les repousser.

Là sans doute se bornera pour le moment notre avantage, parce qu'il nous faut encore du temps pour être en état de repartir, parce que l'encerclement devant nous semble très fort.

Mais par de petites actions bien combinées, nous pouvons espérer reprendre certains points qui pénètrent en avant dans nos lignes, en un mot redresser notre front. Cela va être entrepris. Je profite de l'accalmie momentanée pour résumer les faits accomplis et les résultats obtenus.

De notre côté, si nous avons réalisé la réunion de toutes les forces alliées et assuré nos bases maritimes, le résultat tactique que nous avons obtenu est encore purement négatif. Nous avons empêché l'ennemi de réaliser son plan, quels que soient les sacrifices qu'il ait faits pour y arriver.

Nous le maintiendrons.

Car de l'impuissance de l'adversaire peuvent sortir dans les circonstances actuelles d'importantes décisions à notre avantage. Tel est le point auquel nous sommes arrivés, mon général.

La résistance de nos troupes a été à hauteur de toutes les nécessités ; nos pertes sont sérieuses. Celles de l'ennemi doivent l'être beaucoup plus, étant donné les formations denses et profondes de ses attaques.

J'aurai prochainement l'honneur de vous adresser des propositions justifiées par la valeur qu'a déployée le commandement. Recevez, mon général, l'assurance de mon bien attaché respect.

Signé : Foch.

Aux termes de ce document, écrit sous l'impression encore présente des faits, nous n'avions pas remporté sur l'ennemi une grande victoire, mais nous la lui avons arrachée, et nous lui avons par là interdit des résultats considérables qu'il devait en faire sortir.

Par le développement successif de la manœuvre débordante, entreprise peu de jours après la victoire de la Marne, nous avons été amenés à étendre notre front de combat de la Suisse à la mer du Nord, sur une étendue de six cent quatre-vingts kilomètres, insoupçonnée jusqu'alors dans l'histoire, et à improviser à l'extrémité nord de ce front, six semaines après la Marne, une nouvelle bataille décisive. Que d'inquiétudes ne pouvait-on éprouver tout d'abord sur l'issue d'une pareille rencontre, si l'on considérait les formidables réserves d'hommes et de matériel préparés et organisés dans la paix par l'ennemi, et qui lui assuraient une avance

redoutable ! Pénurie d'hommes, encore plus de matériel, encore plus de munitions, organisation à improviser avec les alliés, comme dans nos troupes, telles étaient les conditions dans lesquelles nous avons abordé la rencontre. L'union de tous avait pourvu aux difficultés, et par-dessus tout, la vigilance et la décision avec laquelle le général en chef français avait répondu au danger, sans craindre de prendre au compte des armées françaises la plus grande partie du front allié.

Le résultat était considérable. Par l'arrêt définitif que les armées alliées avaient infligé à l'ennemi sur les rives de l'Yser et à Ypres pour finir, elles avaient bien renversé son plan de battre les armées d'occident avant de s'attaquer à la Russie ; elles avaient sauvé de l'invasion et de l'occupation les provinces particulièrement riches du nord de la France, comme aussi les ports de la mer du Nord et de la Manche, c'est-à-dire les communications de la France et de l'Angleterre ; elles avaient protégé l'Angleterre contre une attaque allemande ; elles avaient conservé à la Belgique un lambeau de territoire qui lui gardera une place sur la carte de l'Europe, tandis que son gouvernement est hors des atteintes de l'ennemi. Les trois armées alliées avaient pris part à la bataille de plus d'un mois, et par leur union elles avaient fait la victoire. Comment le sang versé en commun, en pareilles circonstances, ne cimenterait-il pas une solide amitié des trois nations ? C'était bien là un avoir important acquis au profit de la coalition.

Les allemands s'étaient dédommagés de leur échec en redoublant la violence de leur bombardement sur Ypres. Le 22 novembre, ils avaient pris comme objectif de leurs obus incendiaires la cathédrale Saint-Pierre et les halles. Ces magnifiques monuments ne représentaient bientôt plus que des ruines lamentables.

Les luttes autour d'Ypres avaient montré une fois de plus la puissance que la défensive avait acquise par le développement des feux, l'emploi de la mitrailleuse en particulier. L'offensive n'avait pas encore grandi dans la même proportion. Il allait en résulter cette longue période de stagnation des armées l'une en face de l'autre, dans laquelle on a vu une nouvelle nature de la guerre, la guerre de position, opposée à la guerre dite de mouvement, tandis qu'elle n'était qu'un aveu d'impuissance, qu'une crise de l'activité guerrière, incapable de renverser, par une offensive convenablement armée, les moyens de résistance dont disposait la défensive. Il lui fallait trouver le moyen de briser l'obstacle et la cuirasse que la terre permet au soldat de dresser devant elle en tout point, et de combattre en l'abordant de près cet engin insaisissable, la mitrailleuse, qui, dans son tir souvent aveugle, fauche implacablement le champ de bataille. En résumé, le matériel avait pris dans la lutte une importance capitale. Nous avons échoué à Ypres, dans nos tentatives d'offensive, en particulier par insuffisance d'artillerie lourde. Les allemands en ont une plus puissante que la nôtre ; ils échouent également par insuffisance encore du nombre de pièces, comme aussi du mode d'emploi. En réalité, pour rendre à l'offensive tout son élan, il nous faudra plus que décupler le nombre de nos canons d'artillerie lourde et la quantité de nos munitions de tous calibres, systématiser les tirs de notre artillerie ; il nous faudra, avec des engins blindés, rechercher et détruire la mitrailleuse ennemie.

L'offensive richement dotée de la sorte ne connaîtra pas plus qu'au temps de Napoléon la guerre de position. Elle reprendra tout son mouvement qu'elle a perdu par anémie, par impuissance devant l'obstacle. Une fois de plus l'allure de la guerre résulte des engins et du matériel dont elle dispose. L'homme, si vaillant soit-il, ne peut à lui seul la modifier. Sans ce matériel, il est totalement impuissant. Et comme ce matériel augmente constamment, un des premiers rôles du soldat aux armées est d'animer, de servir ce matériel. Tels étaient déjà les enseignements de la fin de 1914.

Que n'y a-t-il pas à attendre dans les luttes de l'avenir du progrès de l'aviation et du développement de la guerre chimique ? Aussi, dans nos préparatifs militaires pour l'avenir, n'avons-nous pas d'abord à envisager le matériel formidable et varié à mettre en oeuvre dans la bataille, à le préparer en partie, et à rétablir en temps de paix une organisation de troupes qui garantisse le service de ce matériel à la guerre ? En tout cas, dès la fin de 1914, il était évident que nous ne pourrions pas mener la lutte à destination, à la victoire, sans augmenter dans de considérables proportions notre matériel d'artillerie et de mitrailleuses, comme nos approvisionnements en munitions. Des fabrications de l'arrière pouvait seulement résulter le succès des armées. Une première tâche du commandement était d'éclairer entièrement le gouvernement sur cette inéluctable condition. Ce sont là des considérations que j'exposais au général en chef dans ma lettre ci-dessous du 19 novembre, en y joignant les perspectives sur lesquelles la guerre était à orienter dans l'avenir :

Mon général,

La situation se maintient la même ; on ne nous attaque plus sérieusement. Nous nous reconstituons.

Envisageant cette situation et celle de la frontière russe, je la résume comme il suit : le plan fondamental allemand consistait à détruire l'adversaire de l'ouest en débordant son aile gauche d'Ypres à la mer, avant de se retourner contre l'adversaire de l'est, l'armée russe. La première partie du programme est cassée. Les allemands n'ont pu ni tourner notre aile gauche, ni nous détruire. Bien mieux, nous sommes en parfaite condition matérielle et morale pour les attaquer.

Au total, après trois mois de campagne, ils aboutissent à une douloureuse impuissance à l'ouest. Ils ont tout à entreprendre à l'est avec une armée très affaiblie. Quel que soit le traitement qu'ils appliquent à la question est, - il y en a plusieurs en effet - ils ne peuvent pas ne pas retirer des troupes du front ouest, pour cela réduire leur front. Le premier front sérieux qu'ils vont nous opposer s'étendra sans doute de Strasbourg par Metz, la Meuse de Mézières, Namur, à Bruxelles et Anvers.

1. Nature de la guerre. - Avant de l'aborder, nous aurons sans doute d'autres lignes défensives à attaquer. Dans tous les cas, la guerre contre des positions fortifiées va devenir de plus en plus notre lot. L'organisation de cette guerre me semble devoir être prise de plus en plus en considération. Qu'exige-t-elle ? Une artillerie de siège, nombreuse, bien munitionnée, adéquate à la place visée. Il est évident qu'il ne faut pas le même matériel pour l'attaque de la fortification en terre et celle en béton. Il est également évident que dans la guerre de tranchées à l'ordre du jour, il faut pouvoir lancer des bombes, donc prévoir des mortiers ou autres engins, encore avec beaucoup de munitions, etc. indépendamment d'une artillerie de cette nature, il nous faut prévoir un génie fortement organisé pour travaux de sapes, pour la guerre de mine. Là je suis moins documenté. Mais une idée me travaille. Après la construction des puits artésiens, après les travaux souterrains du métro de Paris, du nord-sud (tubes Berlier) n'y aurait-il pas des moyens mécaniques, plus rapides que les anciens, de forer des galeries de mine, de les revêtir, pour permettre de porter de fortes charges d'explosif sous certains points de la résistance ennemie ?

2. Quant aux directions à donner à nos attaques, je dis : les destinées de l'Europe se sont toujours réglées en Belgique jusqu'à Waterloo. Il paraît difficile d'abandonner ce terrain. Nous y aurons toujours la collaboration des anglais et des Belges, à la condition de les

entraîner. Ailleurs et sans cette condition elle peut rester improductive. Jusqu'à la Meuse nous n'avons pas d'obstacle naturel sérieux. Les organisations défensives allemandes de cette région étant plus récentes peuvent être moins solides que dans d'autres régions. De cet ensemble de considérations, je conclus à la nécessité dans le nord d'une forte attaque visant l'intervalle Anvers-Namur qui sera sans doute complétée par une place du moment autour de Bruxelles ; visant ensuite la Meuse de Namur à Liège. Là, sans doute, notre offensive rencontrera de fortes résistances. Il en sera de même sans doute sur la Meuse de Namur à Mézières, Sedan, Mouzon... Nous ne pourrions vraisemblablement avoir raison de cette résistance que par une manœuvre sur la rive droite, partant de Verdun et de ses abords. Une forte attaque par notre gauche pour commencer, une forte attaque par notre droite pour finir, voilà le système auquel j'aboutis. Le centre de notre dispositif tendrait à avancer en profitant des résultats d'aile acquis et en condensant ses forces à mesure de leur resserrement, vers notre gauche d'abord, vers notre droite ensuite.

3. À tout ce système on peut opposer qu'il ne mettra pas en nos mains du premier coup les territoires que nous revendiquerons. Je reste fidèle à la théorie pure, de la destruction des forces ennemies qui réglera tout ; à l'idée que nos opérations sont à maintenir dans la direction la plus militaire ; que c'est la direction par laquelle nous gagnerons le plus de territoire et pourrions tenir le plus haut nos revendications, à la condition bien entendu de poursuivre notre effort militaire sans trêve ni merci.

4. Reprenant les prémices de tous mes raisonnements, je vois l'offensive allemande définitivement arrêtée à l'ouest. Les allemands ne peuvent recommencer, avec des forces de deuxième qualité, l'effort violent tenté sur Ypres, le 1er novembre ; s'ils le recommençaient, ils échoueraient. Ils sont forcément voués à la défensive sur le front ouest. Ils ne peuvent plus manœuvrer que sur le front est et encore ? La première chose à faire pour cela est de leur part d'y monter une manœuvre. Ils mettent à cette opération un temps et une indécision notables. Nous ayant arrêtés le 15 septembre sur tout le front actuel, c'est seulement le 1er novembre, un mois et demi après, qu'ils ont abouti à l'attaque d'Ypres. Ils nous auraient bien embarrassés, s'ils nous avaient servi le même effort, le 10 ou le 15 octobre, sur Arras, alors que les anglais n'étaient pas transportés... la morale que j'en tire est qu'il faut prévoir une grande lenteur dans leur retournement vers l'est, dans l'enlèvement de leurs forces de ce côté, dans la modification de leur façade devant nous, bien que par derrière ils me semblent enlever des unités, appeler des renforcements à celles qu'ils maintiennent ; appeler des meilleures garnisons (Metz et Strasbourg) à l'occupation des places qu'ils voient devenir de première ligne : Anvers, Bruxelles, Namur.

De tout cela je conclus encore la nécessité pour nous d'organiser l'offensive contre des positions fortifiées, c'est-à-dire d'une puissante guerre de siège.

Voilà, mon général, un certain nombre de réflexions que j'ai écrites à mesure qu'elles me venaient, dans des loisirs relatifs. Excusez le décousu qui peut y régner et croyez toujours à mon attaché respect.

Signé : Foch.

Le 13 novembre, au lendemain de sérieuses affaires, j'avais la visite, à mon quartier général de Cassel, du maréchal Roberts, qu'accompagnait sa fille lady Edwina Roberts. C'était une admirable figure de soldat, de patriote, un grand anglais au sens le plus large du mot. Malgré ses quatre-vingts ans sonnés, il était encore d'une merveilleuse activité, en pleine possession

de ses facultés. Il n'avait pu se désintéresser ni de la guerre qui mettait en question l'existence de nos deux pays, ni des soldats qui la faisaient. Je le connaissais depuis plusieurs années et j'étais plein d'admiration pour la clairvoyance de son esprit, la grandeur et la droiture de son caractère. Je l'avais vu cette année 1912, où dans des conférences inspirées par ses angoisses, il réclamait le service obligatoire de son pays endormi dans la paix.

Pendant une heure environ, nous causions de la bataille, je lui montrais nos cartes, tenues au jour le jour, sur lesquelles étaient portés les mouvements successifs de nos troupes, les positions occupées ou perdues, seul tableau possible de notre guerre enterrée, dans un terrain déjà très couvert par lui-même. Il voulut bien causer avec les officiers de mon état-major, entendre de leur bouche les incidents divers des dernières journées. Par la vivacité de son regard, l'activité de son esprit, il se montrait peut-être le plus jeune de nous tous. C'était néanmoins la dernière fois que je devais le voir. En nous quittant vers 14 heures, il se rendait près des troupes indoues, pour lesquelles il avait conservé une affection particulière. Elles venaient d'être retirées d'une sévère bataille et mises au repos. Toujours confiant dans sa verte jeunesse, et malgré la rigueur de la saison, il quittait son manteau pour les passer en revue. Un refroidissement qu'il prenait ainsi l'obligeait à se coucher en rentrant le soir à Saint-Omer. Le lendemain il était mort. Mais il avait vu victorieux ses fidèles soldats de l'Inde. Il avait parcouru le champ de bataille qu'ils avaient arrosé de leur sang, pour arrêter l'ennemi de la Grande-Bretagne. C'était bien là une fin digne de son glorieux passé.

De même que lord Kitchener, dont j'ai dit les angoisses le 1er novembre, le peuple britannique avait partagé l'anxiété de la longue bataille d'Ypres, qui avait menacé de porter la guerre dans son île. L'issue de la bataille avait été pour lui un véritable soulagement et le roi venait bientôt exprimer toute sa satisfaction à son armée. Le 2 décembre, accompagné des généraux sous mes ordres, D'Urbal, De Maud'huy, Conneau, De Mitry, Grossetti et Maistre, comme aussi d'une partie de mon état-major, j'allais le trouver au quartier général de Saint-Omer, où il m'avait donné rendez-vous. Parfaitement éclairé par le maréchal French sur les événements accomplis, il me recevait à part, et, en termes pleins de bienveillance, me remerciait de ce que j'avais fait pour son armée, de l'aide puissante et continue que j'avais donnée à ses troupes et qui nous avait assuré les grands résultats de la bataille d'Ypres. Je le félicitais à mon tour sur la vaillance de son armée, qui, exposée aux coups les plus violents, avait soutenu le choc pendant plus de trois semaines. Il terminait la visite en me remettant la grand'croix de l'ordre du bain, qu'il avait tenu à m'apporter, bien que cette dignité fût supérieure à celle que comportaient mes fonctions du moment, me dit-il. Après avoir reçu et décoré les généraux français, il voulut bien voir également et honorer de ses distinctions, comme de ses paroles aimables, les officiers de mon état-major, et en particulier le colonel Weygand, le commandant Desticker.

Nos relations, déjà très franches et cordiales avec l'armée britannique, s'étaient encore resserrées au cours de la bataille menée en commun et gagnée par notre entière union. Cette amitié parfaite du champ de bataille d'Ypres avait gagné les deux nations, comme le roi venait en témoigner. Elle ne fera que se consolider dans la suite de la guerre, pour aboutir à la victoire. Son maintien sera pour longtemps un gage de la paix du monde. Les deux batailles de l'Yser et d'Ypres avaient été gagnées par l'effort commun, étroitement resserré, des armées de trois nations, fortement éprouvées cependant, et dont les éléments s'étaient réunis à l'improviste, chacune avec son chef. C'étaient le roi des belges, le maréchal French et moi-même. Malgré tout, l'unité de volonté et d'action ne s'est jamais montrée plus entière, plus absolue, que dans cette réunion de forces, improvisée pour sauver la cause commune, en face

d'un puissant adversaire jouant, avec des troupes fraîches et des ressources considérables, un de ses coups décisifs.

S'il m'a été donné de prendre aux deux batailles une part importante, d'inspirer certaines décisions et d'animer différents actes, à côté de ces chefs d'armée qui étaient un roi et un maréchal d'Angleterre ayant fait ses preuves, ce n'était pas d'un décret fixant un droit au commandement des alliés qu'a résulté pour moi une pareille situation, mais bien de la confiance que ces hautes autorités m'avaient témoignée, et par là de l'autorité qu'elles m'accordaient dans leurs conseils.

Il en est forcément ainsi entre les alliés dans toute coalition. Les armées sont de formation d'esprit différente ; chacune a son gouvernement à satisfaire, et celui-ci a des intérêts et des besoins particuliers. Elle a en outre son amour-propre. Elle évalue très haut le poids des charges que la guerre lui a apportées et monte au même degré son impossibilité de faire de nouveaux efforts, de subir de nouveaux sacrifices dans la bataille. De là résulte qu'une commune direction se crée et se maintient surtout par le crédit que les gouvernements et les généraux en chef alliés reconnaissent à une personne déterminée.

Ce que l'on a appelé par la suite le commandement unique donne une idée fautive du pouvoir de cette personnalité, si l'on y attache l'idée qu'elle peut commander au sens militaire du mot, comme elle le ferait dans l'armée française par exemple. Elle ne peut mener avec le même caractère d'absolutisme des troupes alliées, car ces troupes lui échappent, notamment dans les sanctions qui seraient à prendre au besoin. Mais par la persuasion elle entraîne ou retient leur commandement, elle fixe la ligne de conduite à tenir, et aboutit ainsi aux actions d'ensemble d'où sort la victoire, même avec des armées foncièrement différentes. Qu'une lettre de commandement fixe, un jour venu, aux yeux et à l'égard de tous les alliés, la situation de cette personnalité, rien n'est plus à désirer, à la condition toutefois que le chef ainsi désigné en justifie bientôt la concession, car la grandeur d'un titre ne le gardera pas longtemps des critiques, des résistances ou de la divergence de vues et d'efforts d'armées qui lui restent malgré tout étrangères, mais qui seront facilement maintenues par la reconnaissance de son autorité jugée à l'épreuve.

Un commandement étroit divise les efforts d'une coalition. La confiance les unit et les renforce. Ni à l'Yser ni à Ypres je n'avais de lettre de commandement.

[Chapitre VI — Premières tentatives alliées contre le front fortifié allemand. – Regroupement des forces alliées dans les Flandres. décembre 1914-avril 1915](#)

Pourquoi attaquer ? Programme d'offensive. – attaque de la 8e armée française dans la région d'Ypres. – attaque de la 10e armée française au nord d'Arras. – enseignements à en tirer. – attaque du 2e corps de cavalerie à Nieupoort. – accident d'automobile du général Joffre. – relève de la 8e armée par les anglais. – dispositif général des forces alliées dans le Nord en avril 1915. – l'armée belge et son roi.)

Si l'offensive allemande était bien arrêtée sur le front de l'ouest et allait de ce fait y laisser aux armées alliées un repos relatif, elle devait, sous peine des dangers les plus graves, se déchaîner sur le front est, contre les armées russes dont les progrès étaient très inquiétants. Elle devait y appeler la plus grande quantité possible des forces allemandes de l'ouest, et par là reparaisait pour les alliés l'obligation d'agir en vue de maintenir sur le front ouest le plus

grand nombre possible de ces forces. L'offensive à entreprendre dans ce but par les armées françaises devait se produire dans les secteurs présentant les conditions les plus favorables comme terrains d'attaque et comme possibilités d'exploitation. Pour disperser les efforts ennemis, elle s'étendrait sur un front aussi large que possible.

J'envisageais, en conséquence, les opérations suivantes : 1. à la 8e armée, une attaque dans la région sud-est d'Ypres, en liaison avec l'armée anglaise ; 2. à la 10e armée, une attaque importante au nord d'Arras, visant la crête de la Folie, entre Souchez et Givenchy-En-Gohelle. Dès la fin de novembre, les études étaient entamées et poursuivies avec activité dans ces armées. Le 6 décembre, je me rendais au grand quartier général à Chantilly, pour soumettre le programme au général en chef. Le 8 décembre, celui-ci adressait aux armées une instruction générale qui se résume ainsi :

Le moment est venu de reprendre l'offensive pour rejeter l'ennemi vers le nord-est et préparer une action ultérieure de notre part sur ses communications.

Dans ce but, des attaques principales seront exécutées.

1. L'une, partant de la région d'Arras, en direction de Cambrai et de Douai, sera conduite par la 10e armée renforcée ;
2. L'autre en Champagne, en direction d'Attigny, par la 4e armée.

Des actions secondaires auront lieu, en outre, sur diverses parties du front, notamment : à la 8e armée et à la gauche de l'armée britannique, attaquant *concentriquement en direction de Wervicq*. À la 2e armée, attaquant en direction de Comblès. Etc.

Attaque de la 10e armée.

La relève par les anglais de la droite de la 8e armée avait permis au général d'Urbal de retirer du front des forces assez importantes qui furent rendues à la 10e armée, d'où elles avaient été envoyées pendant la bataille d'Ypres. D'autre part, l'état-major belge ayant consenti à étendre son front vers le sud, il avait pu retirer de ce côté tout le 32e corps et le mettre en réserve. Dans ces conditions, le général commandant la 8e armée pouvait préparer, pour la première quinzaine de décembre, l'exécution de l'offensive prescrite en liaison avec l'armée anglaise. Ses attaques, lancées les 14, 15 et 16 décembre, échouaient dans l'ensemble ou ne réalisaient que des progrès insuffisants. Non seulement on se heurta partout à un ennemi sur ses gardes et fortement organisé, mais bien plus encore aux difficultés résultant de l'état du terrain marécageux dans lequel les hommes enfonçaient jusqu'aux cuisses ; nos engins ne pouvaient quitter les routes.

Nos troupes entreprenaient alors, sur leur front d'attaque, des travaux de sape et mine, en vue de réduire les points essentiels de la défense ennemie. L'exécution en était très ralentie par les difficultés insurmontables du terrain détrempé.

Dans la partie nord du saillant d'Ypres nous avons rencontré les mêmes obstacles et n'avions réalisé que quelques légers progrès. Il en était de même des tentatives britanniques faites au sud, dont les résultats se limitaient à quelques avances locales. Dès le 19, en raison des difficultés du terrain, nous arrêtons l'action offensive. Le 24, n'ayant plus rien à attendre des attaques anglaises sur la Lys, nous réduisons la densité de nos forces en première ligne et

nous reconstituions des disponibilités. C'est ainsi que nous reprenions une attitude défensive dans la région au nord de la Lys.

Dès la fin de novembre, la 10^e armée avait envisagé des possibilités d'attaques menées de part et d'autre d'Arras. La réussite de ces attaques aurait au minimum pour avantage, pensait-on, de réduire le saillant d'Arras, par conséquent d'en rendre la défense plus facile et moins dispendieuse. Pour concentrer nos moyens, nous bornions toutefois nos vues à l'attaque du nord. Seule elle était susceptible de résultats importants et peut-être décisifs. La longue crête qui, de Souchez par la Folie et Thélus, va rejoindre le plateau du point du jour à l'est d'Arras, constitue une falaise qui domine presque à pic les villages de Givenchy-En-Gohelle, Vimy, Farbus, Bailleul, et commande la vaste plaine jusqu'à Douai. Se saisir de la crête, y installer de l'artillerie, des observatoires, c'était rendre impossible à l'ennemi toute installation sérieuse dans la plaine, c'était l'obliger à un recul important jusqu'à la ligne de la Sensée et de la haute Deule, et par là même à une rectification de front au bénéfice de nos armées.

Cette crête était l'objectif de l'attaque qui visait à briser la ligne allemande dans la région de Souchez et au sud, à s'emparer des hauteurs qui dominent Givenchy et Vimy, et à exploiter ces résultats. L'offensive devait être conduite par le 33^e corps d'armée, commandé par le général Pétain, et le 21^e corps commandé par le général Maistre, agissant concentriquement sur l'objectif. La date en était fixée entre le 16 et le 20 décembre. D'ici là on devait travailler à améliorer la situation de départ et à exécuter quelques opérations préliminaires, du 21^e corps sur Notre-Dame-De-Lorette, du 33^e sur Carency et La Targette, du 10^e sur Saint-Laurent et Blangy. L'expérience nous avait montré la nécessité non pas d'aller vite, mais d'aller sûrement, de résultat en résultat, ce qui interdisait un programme entièrement réglé jusqu'à la fin. C'est ainsi que l'attaque principale du 33^e corps ne pouvait être fixée à priori, le moment de son exécution dépendant de la réussite des attaques secondaires et d'une préparation complète par l'artillerie.

Dans cet ordre d'idées, le 21^e corps attaquait le 17 sur le plateau de Lorette et réussissait à s'emparer de la première ligne allemande, entre le versant nord du plateau et la grande route de Béthune à Arras. Mais la pluie rendait bientôt le terrain impraticable, entravant la progression de l'infanterie, les ravitaillements et même l'installation sur le terrain conquis ; toute organisation en était impossible dans une mer de boue. Il fallait la valeur de l'infanterie du 21^e corps pour maintenir l'occupation de la position qu'elle avait gagnée. Pendant ce temps, le 33^e corps se trouvait aux prises avec de grandes difficultés. Dans ses deux attaques, l'une au nord sur Carency, l'autre au sud sur La Targette, il échouait devant des défenses sérieuses, une organisation solide de l'adversaire, dont ses moyens de destruction ne lui permettaient pas d'avoir raison. On différait donc l'attaque principale contre la crête de Vimy.

En résumé, à la date du 23 décembre, nos offensives dans le Nord avaient échoué ou donné des résultats insignifiants. C'étaient de nouveaux procédés d'attaque avec de puissants moyens de destruction qu'il fallait mettre en œuvre. La défensive s'était dressée devant nous formidablement organisée. Dans la guerre de campagne, elle avait déjà témoigné d'une particulière solidité, en utilisant la puissance de feu de la mitrailleuse, comme aussi l'abri qu'elle trouvait en s'enterrant. Le temps lui avait permis de se renforcer de réseaux de fils de fer, d'abris bétonnés, occupés par des mitrailleuses ou des pièces de flanquement, de communications souterraines ou blindées, de sorte que les lieux habités notamment constituaient, pour la défense, de véritables citadelles, dont la destruction préalable s'imposait à l'offensive avant toute attaque de l'infanterie. Cette opération exigeait une forte artillerie, capable d'effets d'écrasement sur les abris et les tranchées, comme de destruction sur les

réseaux de fils de fer. Le manque de matériel avait déjà brisé notre offensive dans la guerre de manœuvre ; il se faisait sentir plus fortement encore dans la guerre de positions rapidement dressée. Nous ne pourrions à coups d'hommes enlever les organisations que les moyens modernes avaient permis d'installer ; il nous fallait au plus tôt demander à notre industrie le matériel pour les réduire ; les préoccupations du commandement devaient se reporter vers sa capacité de production. Là étaient les seules possibilités de relancer la guerre en avant, tout au moins sur le front d'occident.

Mais nous ne pouvions, pendant le temps nécessaire à cette évolution de notre tactique, oublier nos alliés du front d'orient, l'armée russe, qui, par son active intervention, avait détourné sur elle une partie importante des forces ennemies et nous avait ainsi permis de vaincre à la Marne. Il nous fallait, dans toute la mesure possible, lui venir en aide. De là, la nécessité des actions entreprises, malgré leur apparence improductive, de là l'obligation d'en entretenir d'analogues par la suite. à défaut de la victoire que nous ne pouvions encore faire, il nous fallait retenir sur le front d'occident toutes les forces que l'ennemi y avait accumulées, pour l'empêcher de les transporter sur le front d'orient et d'y monter une offensive décisive qui pourrait être le prélude de la victoire finale.

Mais, sur ce point de la corrélation à établir entre les opérations sur les deux fronts, je dépendais entièrement des directives du commandement en chef des armées françaises. Ce n'est donc pas mon initiative qui animait les offensives dans le Nord, si ce n'est pour maintenir l'exécution dans les vues du haut commandement et pour assurer toute la collaboration possible de nos alliés britanniques et belges. à la fin de cette année 1914, avait d'ailleurs commencé en Champagne une offensive dont les débuts (20 décembre) s'étaient montrés satisfaisants.

Ma formule du moment était : *de l'activité dans les états-majors, du repos dans les troupes, en attendant qu'une amélioration du temps permît de passer à l'exécution avec chance de succès.* Le général en chef approuvait ces dispositions et prescrivait de mettre au repos toutes les troupes qui n'étaient pas indispensables. Mais, comme la durée des opérations exécutées en Champagne exigeait la constitution de réserves importantes, les armées du nord étaient invitées à constituer des disponibilités.

À mesure que le temps passait et que l'opération de Champagne prenait de l'importance, le général en chef prescrivait, le 27 février, d'arrêter toutes les entreprises entrevues à la 10^e armée, tout en ordonnant d'en poursuivre les études activement, afin de pouvoir les lancer sans délai le moment venu. C'est ainsi que l'hiver se terminait sans actions nouvelles de notre part, sauf à Nieuport. Beaucoup de nos troupes avaient été mises au repos ou même remises à la disposition du général en chef, et devaient quitter le Nord. J'avais profité de ces circonstances pour les voir les unes après les autres. Je ne manquais pas à cette occasion de réunir les officiers et de causer avec eux. Et je ne saurais assez dire le bel esprit qui les animait tous, officiers et soldats, après un hiver des plus rudes cependant. Ils se rendaient bien compte du résultat important qu'ils avaient obtenu en brisant une fois de plus les projets de l'ennemi, sur l'Yser et à Ypres. Ils ne doutaient pas d'en avoir bientôt raison dans des attaques à entreprendre. La confiance qui les tenait tous était impressionnante.

Les attaques du 2^e corps de cavalerie à l'est de Nieuport.

La côte belge de la mer du Nord présentait pour l'ennemi un intérêt particulier, en raison des établissements qu'il pouvait y faire pour soutenir la lutte sous-marine contre l'Angleterre et

gêner notamment les communications de la Manche. Ostende était le port le plus rapproché de nous qu'il possédât. Sa défense devait immobiliser d'importantes forces allemandes. De là, l'intérêt des attaques que nous entreprendrions dans cette direction. La côte même fournissait un terrain constitué par des dunes de sable assez élevées et qui échappaient aux inondations de l'Yser. Il y avait encore là quelques possibilités d'agir pour nous. Dès le commencement de décembre, j'avais fait étudier par le général De Mitry, commandant le 2e corps de cavalerie, un projet d'offensive partant de Nieupoort. Le gouverneur de Dunkerque avait fait préparer les moyens de passage nécessaires pour franchir l'Yser en aval de Nieupoort. Enfin tout un matériel nautique, comprenant notamment des doris et des vedettes à moteur, était rassemblé à la disposition du général De Mitry. Mais nous n'étions pourvus que d'artillerie de campagne.

Le 15 décembre, l'attaque partait en direction générale de Westende-Ostende. Nous prenions pied dans les premières maisons de Lombartzyde et du Polder, sans pouvoir cependant progresser sensiblement le long même de la côte, en raison des puissantes installations faites par l'ennemi dans les dunes de sable ; et nous parvenions à six cents mètres de Saint-Georges, tandis que les marins français et les soldats belges en doris prenaient quelques fermes au sud-ouest de la localité. L'opération se poursuivait dans les journées suivantes. C'est en vain que l'ennemi lançait de vigoureuses contre-attaques, elles étaient toutes repoussées. En fait, le 19, nous avons conquis et organisé une solide tête de pont sur la rive droite de l'Yser. Nous installions en même temps de nombreux passages sur le fleuve.

Quand nous voulions repartir à l'attaque le 25, tous nos efforts se brisaient, de Lombartzyde à la mer, devant les défenses de l'ennemi, ses réseaux de fils de fer, que notre insuffisance en artillerie n'avaient pas permis de bouleverser. Le 28, nous enlevions Saint-Georges, pendant que la 5e division belge, franchissant l'Yser au sud de Dixmude, établissait une petite tête de pont sur la rive droite. Avant de procéder à de nouvelles attaques en forces, il importait de s'établir solidement ; cela demanda du temps, car ce ne furent pas des jours mais des semaines qu'exigea l'organisation du terrain, les circonstances atmosphériques étant un obstacle des plus sérieux. L'eau ou le sable envahissait tranchées et boyaux. De fréquentes tempêtes coupaient les communications. Le pont de tonneaux jeté à l'embouchure de l'Yser était sans cesse endommagé par l'artillerie allemande. En dépit de toutes ces difficultés, nos troupes firent preuve d'une activité remarquable. Pendant un mois, du 27 décembre au 27 janvier, elles luttèrent sans trêve pour préparer, par des travaux d'approche, la reprise de l'offensive qui devait se produire sur le polder et sur Lombartzyde.

Le 28 janvier, cette nouvelle attaque était déclenchée. Elle s'emparait de la première ligne allemande. Mais, à la tombée de la nuit, ayant subi des pertes sérieuses et en raison de l'eau qui, dans les tranchées conquises, empêchait tout travail de consolidation, nos troupes qui eussent été à la merci du moindre retour offensif rentraient dans leurs positions de départ. Tandis que cette opération se déroulait en face du polder, un coup de main tenté par une section de tirailleurs réussissait à enlever un fortin ennemi établi en avant de la Grande-Dune, mais, pris d'enfilade par le feu, contre-attaqué à la baïonnette, ce petit détachement était presque anéanti. Six hommes et un gradé résistèrent toute la journée et une partie de la nuit ; ils furent tués sur leur position.

Ces faits dénotaient incontestablement l'excellent esprit et l'ardeur qui animaient les troupes du détachement français de Nieupoort. Mais, quelles que fussent leurs qualités, elles étaient impuissantes à surmonter les difficultés de toutes sortes accumulées par les éléments physiques. Elles n'en pouvaient humainement venir à bout, et c'eût été folie que de prolonger,

en plein cœur de l'hiver, une offensive qui manifestement était vouée à un insuccès certain. La journée du 28 janvier marqua en réalité la fin de cette offensive.

C'est au courant du mois de janvier, le 17 de ce mois, que survenait au général Joffre un accident d'automobile qui eût pu avoir des conséquences graves. Nous voyagions dans la même voiture sur la route de Rousbrugge à Dunkerque, quand brusquement notre chemin se trouva barré par un camion dont la direction était brisée. Il en résulta entre les deux voitures une collision dont le général en chef sortit fortement contusionné, et assez blessé pour devoir interrompre la tournée qu'il comptait faire et rentrer directement par chemin de fer à son quartier général de Romilly. Je sortais indemne de l'aventure, mais non sans préoccupation sur ce qui attendait mon chef ; mon inquiétude augmentait après que je l'eus quitté à la gare de Dunkerque. Heureusement il se rétablissait entièrement en quelques jours. Peu de temps après, en raison de mes fonctions d'adjoint au général en chef, je demandais par écrit au ministre de la guerre ce que j'aurais dû faire dans le cas où le général Joffre aurait été, à la suite de son accident, dans l'impossibilité d'exercer le commandement, et quelle personnalité devait dans ce cas, aux armées, ordonner les dispositions pour parer aux surprises toujours possibles de la part de l'ennemi. On me fit savoir que je n'avais pas à me préoccuper, que le gouvernement avait pourvu à l'éventualité. En fait, le général Galliéni avait été désigné, dès le mois d'août, pour prendre en ce cas le commandement des armées. Malgré sa haute intelligence et son indiscutable valeur, il n'avait, en janvier 1915, encore pris qu'une faible part à la guerre, notamment à la bataille de tranchées. C'est trop facilement que les hommes de cabinet jugent les hommes de guerre. Ceux-ci ne valent et ne se mesurent que sur le champ de bataille, aux résultats qu'ils obtiennent.

Relève de la 8e armée française par les anglais.

Dès le commencement de décembre, le gouvernement britannique avait exposé au gouvernement français son désir de voir les forces britanniques remonter dans les Flandres, tenir une partie du front allié plus voisine de la côte et appuyer en particulier leur gauche à la mer. Ce serait là, pensait-il, une grande satisfaction donnée à l'opinion publique anglaise. De la côte belge d'Ostende et de Zeebrugge, l'ennemi constituait pour la Grande-Bretagne une menace continuelle, que l'attaque de l'armée anglaise le long de la côte pourrait faire cesser en se portant sur la base navale d'Ostende. Cette idée était particulièrement chère au ministre de la marine britannique, M. Winston Churchill. Elle l'était beaucoup moins au commandant en chef des armées britanniques, le maréchal French, et encore moins au commandant en chef des armées françaises. L'un et l'autre voyaient un grave inconvénient à consacrer le principal effort de l'armée britannique à un but qui n'intéressait que la lutte navale, et à le détourner de l'action sur terre, avec le principal adversaire de la coalition, l'armée allemande, de l'action qui devait fixer le sort de la guerre. Dans ces conditions et après de nombreux entretiens, il était convenu, dans les derniers jours de décembre, que l'armée britannique, tout en maintenant sa droite à La Bassée, relèverait successivement les corps de la 8e armée française, en profitant pour cela des renforts successifs qu'elle devait recevoir ; que l'armée française, maintenant à l'occupation de Nieuport les troupes qu'elle y avait, évacuerait progressivement la boucle d'Ypres, pour ne garder qu'un détachement à Elverdinghe, intercalé entre la gauche anglaise et la droite belge.

L'opération de relève préparée de la sorte allait subir en réalité de sérieux retards, tout d'abord du fait de la lente arrivée des renforts britanniques. Lord Kitchener, ministre de la guerre, tenait en effet à n'envoyer sur le continent que des troupes entièrement organisées et constituées en divisions ou corps d'armée, tandis que le maréchal French se serait contenté de

les recevoir en bataillons. La pénurie de munitions gênait également ce dernier dans l'extension de son front, en lui causant de graves préoccupations, et la fabrication des munitions d'artillerie s'organisait très lentement en Angleterre.

En même temps, le ministre de la marine britannique tentait de faire reprendre son projet d'attaque sur Ostende, en offrant de fournir au détachement français de Nieupoort un renfort de trois mille fusiliers-marins. Le haut commandement français s'en tenait à ses vues d'une bataille à fins terrestres, et maintenait au contraire que c'était à la gauche de notre 10e armée, dans la région de La Bassée, que l'armée britannique devait porter ses efforts. Il s'employait donc avec le maréchal French à réaliser la double entente nécessaire pour obtenir de celui-ci à la fois l'extension de son front et sa coopération active à nos attaques.

Comme on le voit, la guerre s'était arrêtée par insuffisance de moyens matériels du côté allié. Cet arrêt, en se prolongeant et en fournissant des sujets d'inquiétude à l'opinion publique, avait amené les membres de certain gouvernement à intervenir dans la direction des opérations, à les entraîner dans de fausses voies et à rendre ainsi plus difficile la tâche du commandement. Une fois de plus se manifestaient ici les conséquences de l'insuffisance de matériel. L'armement des troupes, le ravitaillement en munitions ont pris dans la lutte moderne une importance capitale et doivent être mis au premier rang des préoccupations du haut commandement, tant pour poursuivre ses opérations en face de l'ennemi que pour en maintenir la direction malgré les inquiétudes de l'arrière, opinion publique ou gouvernement.

Par suite de ces difficultés diverses, l'armée britannique n'avait relevé, à la fin de janvier, que le 16e corps français, contrairement aux prévisions faites dans un accord commun. Les 9e et 20e corps restaient encore à relever. Et cette situation se prolongeait sans modification sensible jusqu'au mois de mars. Mais, à cette date, les préparatifs d'attaque de la 1ere armée britannique s'achevaient dans la région de La Bassée. Les négociations en cours furent interrompues et ne purent être reprises que lorsque cette attaque eut produit ses résultats.

La 1ere armée britannique, commandée par le général Haig, était chargée de l'exécution de cette offensive. Les troupes partaient à l'attaque le 10 mars et obtenaient d'entrée de jeu des résultats qui ne purent être élargis ni même entièrement conservés dans les jours suivants.

Dans la nuit du 12 au 13, le général Haig donnait l'ordre de suspendre l'offensive et de s'établir solidement sur les positions conquises dans la journée du 10. La décision prise par le commandant de la 1ere armée britannique s'expliquait à la fois par la crainte de manquer de munitions et par les pertes subies.

Il fut alors possible de revenir au projet de relève des corps français autour d'Ypres. Dans une conférence à laquelle prirent part, à Chantilly, le maréchal French, lord Kitchener, le général Joffre et M. Millerand, il fut décidé que la 2e armée britannique relèverait avant le 20 avril les 9e et 20e corps français, que deux nouvelles divisions britanniques seraient envoyées en France et que l'offensive française en Artois serait exécutée à la fin du mois d'avril.

Les opérations de relève se poursuivirent activement. Le 7 avril, le 9e corps était entièrement retiré du front et acheminé vers la zone de la 10e armée. Le 19 avril, le 20e corps prenait la suite. à la fin d'avril 1915 nous aboutissions donc dans le nord à une nouvelle répartition des forces alliées. Les forces britanniques s'étendaient du canal de La Bassée à la route d'Ypres à Poëlcappelle. Elles étaient groupées en deux armées : au sud, la 1ere, sous les ordres du général sir D. Haig ; au nord, la 2e, sous les ordres du général Smith Dorrien. La 8e armée française,

dissoute le 4 avril, était remplacée dans les Flandres par le détachement d'armée de Belgique aux ordres du général Pütz. Ce détachement comprenait deux groupements : celui d'Elverdinghe entre les belges et les anglais, celui de Nieuport à l'extrémité gauche du dispositif allié.

L'armée belge, qui avait sur ma demande consenti une nouvelle extension, s'étendait désormais entre Nieuport, tenu par un groupement français, et Strenstraete. Son état d'esprit n'avait cessé de s'améliorer depuis son arrivée sur l'Yser. Le roi était toujours animé des mêmes intentions, et, si l'on ne pouvait escompter de la part de ses troupes des opérations de grande envergure, du moins était-on en droit d'attendre d'elles une activité très profitable. Elles en faisaient preuve dès le mois de mars. Les divisions en ligne préparaient et exécutaient des opérations de détail qui se poursuivaient presque sans arrêt pendant un mois, du 11 mars au 11 avril. Si elles n'obtenaient pas des résultats d'importance, ces opérations développaient du moins chez le soldat belge le goût d'entreprise et témoignaient du désir qu'il avait de s'employer. Cette activité n'était pas du reste sans provoquer des ripostes assez vives de l'ennemi.

Nous avons noué avec les généraux belges, et à tous les grades avec les officiers belges, des relations de plus en plus fréquentes et étroites. Par là, l'esprit des armées se mettait à l'unisson, et la confraternité d'armes se resserrait pour créer, au jour du besoin, une camaraderie de combat des plus heureuses.

Le grand quartier général belge avait dû, au mois de janvier, évacuer la ville de Furnes fréquemment et fortement bombardée par l'ennemi. Il s'était établi dans une localité plus modeste, à Houthem. Le roi était installé, avec la reine et les princes, non loin de là dans une ville des bords de la mer, à La Panne. Il venait tous les jours au grand quartier général et s'établissait alors au presbytère de Houthem, où se trouvaient certains de ses bureaux. Le presbytère n'avait rien d'imposant ; c'était un solide bâtiment carré, entouré d'eau de tous côtés, qu'on abordait par un étroit pont en bois. Dans ce modeste réduit allait continuer de battre le cœur de la Belgique. Là était le foyer de l'énergie qui allait permettre de tenir tête pendant près de quatre ans à un formidable ennemi, et d'en repartir en 1918 à la conquête du sol natal. Il reste à mes yeux le monument le plus capable de témoigner devant les générations à venir de la grandeur d'un petit pays triomphant, sous la chevaleresque direction de son roi et par la vaillance de ses enfants, de la plus violente et de la plus inique des agressions.